

Argentine :

pour un bilan du péronisme

par Catherine TAVERNIER
et Etienne LAURENT

INTRODUCTION

Le coup d'Etat du 24 mars et la position du PCA

Le 24 mars 1976, un coup d'Etat militaire a abattu le gouvernement dirigé par Isabel Perón, mettant fin ainsi à la seconde expérience de gouvernement péroniste.

Ce coup d'Etat a ouvert une phase nouvelle dans la lutte des classes en Argentine, dans laquelle la classe ouvrière se trouve confrontée avec des conditions de combat extrêmement difficiles. Le coup d'Etat, en effet, a été suivi par un ensemble de décisions tendant vers la destruction des droits d'organisation et d'expression de la classe ouvrière. Ce sont particulièrement la suspension de la Constitution ; la dissolution du Congrès et des assemblées législatives provinciales ; l'épuration des tribunaux et le renforcement des juridictions d'exception ; la mise sous tutelle gouvernementale directe (« *intervención* ») des

principaux syndicats ; le rétablissement de la peine de mort pour faits de terrorisme armé ; l'établissement de très lourdes peines de prison (15 ans) pour tout écrit hostile à la Junte ; la dissolution de cinq organisations ouvrières (en premier lieu de *Política Obrera*, membre du Comité d'organisation, et du PST dirigé par Corral et Moreno) ; la suspension des autres partis (au nombre desquels le PC d'Argentine qui bénéficie du traitement privilégié réservé aux partis bourgeois) et une aggravation très forte de la répression policière et patronale sous toutes ses formes. L'effet de toutes ces mesures s'est trouvé renforcé par la crise économique et par la politique monétaire et financière du gouvernement, qui se traduisent pour la classe ouvrière par une aggravation très marquée de ses conditions d'existence matérielles (hausse vertigineuse du chômage et réduction brutale des salaires réels). L'activité terroriste de l'AAA, enfin, s'est poursuivie depuis le coup d'Etat sous la forme d'un travail ouvert d'assassinat politique mené par une fraction de l'appareil répressif de l'Etat, indépendamment, en partie, des directives gouvernementales proprement dites.

A cinq mois du coup d'Etat on estime à 15 000 le nombre des prisonniers politiques en Argentine, à plusieurs centaines les personnes assassinées par l'AAA, et on assiste à une situation où la classe ouvrière se voit obligée de faire face chaque jour plus durement à cette combinaison de l'aggravation de ses conditions d'existence, de la répression policière et patronale d'une ampleur sans précédent dans son histoire et du harcèlement continu résultant de l'activité des bandes armées appuyées sur l'appareil d'Etat.

L'action de l'ERP, des Montoneros et des groupes politiques guerrilleros urbains nés de la crise du péronisme (et dont l'activité politique a toujours eu comme conséquence d'en colmater les brèches) a contribué à sa façon à multiplier les problèmes auxquels la classe ouvrière et ses militants d'avant-garde doivent faire face (1). L'action de ces groupes se situe sur un terrain étranger dans tous les sens du terme à la classe ouvrière et s'oppose aux processus essentiellement politiques qui vont déterminer aujourd'hui son regroupement sur une ligne de classe face à la Junte et à l'impérialisme.

Le coup d'Etat du 24 mars est l'un de ceux dont la bourgeoisie et l'appareil stalinien auront cherché à camoufler la nature et la portée exactes avec le plus de soin.

Sous prétexte que le coup était prévisible depuis des mois, que sa date était connue à quelques jours près par la majorité du personnel politique argentin (de même que par l'ambassade des USA), sous prétexte également qu'il n'aurait fait que combler un « vide de pouvoir » en renversant un gouvernement ayant perdu toute autorité depuis près d'un an, de nombreux journaux (dont *Le Monde diplomatique*) sont allés jusqu'à écrire qu'on pouvait « hésiter à utiliser le terme de coup d'Etat ».

Le PC argentin — appuyé par l'appareil stalinien international — a tout fait bien sûr pour renforcer cette idée en apportant son appui à la Junte dirigée par Videla. Début avril, il déclarait selon

(1) Dans sa réunion de décembre 1974, le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale s'est prononcé de façon très nette dans ce sens, dans sa résolution sur l'Amérique Latine.

l'Humanité (5/4/76) « ne pas partager tous les points de vue du nouveau pouvoir » sans être pour autant « en désaccord avec ces vues car elles coïncident avec son propre programme qui propose le développement dans l'indépendance économique, la sécurité, la capacité nationale de décision, la souveraineté et la justice sociale ».

A un moment où l'on connaissait déjà le contenu de l'ensemble des mesures décidées par la Junte, le PCA ajoutait néanmoins un élément de mise en garde à l'égard des militaires qui retiennent l'attention. Il prévenait le gouvernement et l'armée de la « déliante tentation de vouloir supprimer le péronisme de la réalité nationale et encore moins de ses masses ouvrières ».

Le 18 août, dans *l'Humanité*, une « lettre d'Argentine » cite le dirigeant du PCA Ghioldi (vieux stalinien sélectionné par le Kremlin dès la fin des années 20) qui a apporté son soutien à la Junte en expliquant que « le dilemme se pose aux militaires : ou bien devenir une garde prétorienne comme le veulent les pinochétistes ou se faire le bras armé du peuple contre la dépendance ». La lettre cite ensuite un journal argentin qui demande « qu'on ne confonde pas le progressisme social, économique et culturel avec les doctrines trotskystes » et fait état de l'appel lancé au gouvernement par le PCA pour qu'il organise une grande « concertation » de toutes les forces politiques inquiètes face à la montée du « terrorisme de tous bords ». Au début du même article l'objectif du coup d'Etat est défini comme ayant été de « mettre fin à la subversion gauchiste ».

L'inquiétude du PCA et sa décision de soutenir la Junte de façon aussi ouverte et directe permettent d'éclairer le moment exact de la lutte des classes en Argentine.

Une époque est close

Le coup d'Etat du 24 mars ne peut être apprécié indépendamment de la grève générale de juin 1975 qui a vu la classe ouvrière argentine se dresser directement contre le gouvernement Isabel Perón. Le coup d'Etat est venu tirer les conséquences de cet événement pour l'impérialisme comme pour les différentes fractions de la bourgeoisie argentine et

confirmer que pour celle-ci aussi bien que pour la classe ouvrière *une époque était close* : celle où la vie politique en Argentine, avec ses répercussions et prolongements dans toute l'Amérique latine, a été dominée par le péronisme.

Pendant 30 ans en effet, y compris pendant la période où Péron était loin du continent, en exil, c'est en premier lieu au moyen de l'emprise politique et donc organisationnelle du nationalisme bourgeois sur la classe ouvrière et les masses petites-bourgeoises semi-prolétariées que s'est exercée la domination politique de la bourgeoisie en Argentine. C'est cette emprise qui avait permis à la bourgeoisie de se tourner de nouveau vers Péron à la suite de la grève générale de Córdoba en 1969 et d'organiser son retour pour juguler la montée de la classe ouvrière.

De 1973 à 1976, les obstacles placés sur le chemin de l'avant-garde de la classe ouvrière et de la jeunesse par tous ceux qui ont empêché la rupture des militants ouvriers avec le péronisme de se mener jusqu'au bout ont interdit de progresser comme il était possible de le faire dans la voie de la construction du parti ouvrier indépendant, dont la formation conditionnait — et conditionne plus que jamais — la capacité du prolétariat argentin de se dresser comme classe face à la bourgeoisie et à l'Etat. C'est cela qui explique pourquoi le prolétariat n'a pu faire que des pas limités vers la reconquête de son indépendance de classe sur le plan syndical face au parti péroniste et à la CGT.

Mais de 1973 à 1976 le prolétariat argentin a montré qu'il avait cessé de considérer le gouvernement dirigé successivement par Perón puis par sa femme comme étant de quelque façon que ce soit le sien. C'est de là qu'a résulté le « vide politique » croissant, accentué par la mort de Perón en juillet 1974. A partir de la grève générale de juin 1975, la mobilisation de la classe ouvrière contre le gouvernement d'Isabel Perón ne laissait plus subsister d'ambiguïté : *le temps était définitivement révolu* où le nationalisme bourgeois était capable d'occuper pleinement le terrain laissé vide par l'absence de parti ouvrier indépendant et la classe ouvrière disposée à accepter, faute d'autre chose, les gouvernements dirigés par Perón comme représentant en gros ses intérêts.

C'est cette modification dont le coup d'Etat est venu tirer les conséquences. Il a abattu un gouvernement et une forme de domination politique qui avaient cessé de remplir leur fonction et dont l'existence prolongée ne pouvait que miner les fondements de l'appareil d'Etat et appeler la classe ouvrière à une action indépendante chaque fois plus manifeste.

C'est toute une époque de la lutte des classes en Argentine qui prend fin ainsi. Même si la bourgeoisie cherche à faire rendre au péronisme encore quelques services, celui-ci va cesser de faire partie centralement de ses formes de domination politique sur le prolétariat. Même s'il est hasardeux de proclamer que « *le péronisme est mort* », tant qu'un parti ouvrier et des syndicats indépendants par rapport à l'Etat n'auront pas été construits, il reste que la classe ouvrière voit la situation se décaler à un point qualitativement différent à toute occasion antérieure, pour mener le combat politique le plus important de son histoire : celui de rompre définitivement avec le nationalisme bourgeois et de reconquérir son indépendance politique et organisationnelle de classe, au travers d'un processus qui ne peut être dissocié, quelles qu'en soient les médiations aujourd'hui, de la construction du parti révolutionnaire et de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le fait que cette nouvelle phase de l'histoire de la classe ouvrière d'Argentine commence sous la dictature militaire et dans les conditions extrêmement difficiles analysées plus haut ne lui ôte pas ce trait fondamental. C'est cela qui se trouve à la base de la préoccupation du PC argentin.

L'évolution politique en cours a une portée pour toute l'Amérique Latine. Son importance tient à la place et au poids du prolétariat argentin dans la lutte des classes dans le continent. Elle tient aussi à tout ce qu'a signifié le péronisme comme l'une des expressions les plus achevées du nationalisme bourgeois à prétention anti-impérialiste ayant eu pendant des décennies une base de masse dans la classe ouvrière.

Le nationalisme bourgeois se situe encore — et du fait de leur action — aux côtés du stalinisme et du castrisme comme l'un des obstacles que la classe ouvrière d'Amérique Latine doit définitivement surmonter pour pouvoir s'organiser

en toute indépendance et se constituer en classe au plein sens du Manifeste du Parti communiste pour combattre et abattre l'impérialisme et les bourgeoisies semi-coloniales. Or c'est en Argentine, et plus récemment au Pérou, que le nationalisme bourgeois a mis en avant avec le plus de force, et de succès apparent pendant un court laps de temps, sa prétention à régler, dans le cadre bourgeois, moyennant au mieux une rupture tout à fait limitée avec l'impérialisme, les problèmes de l'indépendance nationale et les autres tâches démocratiques non achevées.

Le cours de la lutte des classes a amplement démontré que c'était là une prétention vaine. Mais le bilan doit être tiré jusqu'au bout face aux efforts menés par les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, et à leur manière aussi par les courants centristes, pour préserver au nationalisme bourgeois une partie au moins de son prestige et de son autorité politiques, et pour embrouiller parallèlement les problèmes du combat pour l'indépendance programmatique et organisationnelle de classe du prolétariat sur le plan syndical et politique. Le péronisme et le vylasquisme se rangent aux côtés de l'Unité populaire chilienne, du guerrillisme et du castrisme en tant qu'expériences politiques dont l'analyse doit être poussée jusqu'au bout pour que des partis révolutionnaires du prolétariat puissent être construits avec succès dans toute l'Amérique latine.

Le coup d'Etat du 24 mars a évidemment reçu l'appui de l'impérialisme. Il avait été préparé par le voyage de Kissinger qui avait évité Buenos Aires au cours de son voyage en Amérique latine du début de l'année afin de n'apporter aucune espèce de caution au gouvernement d'Isabel Perón et annoncer sa chute. L'impérialisme américain combat et il ne pouvait laisser pourrir la situation en Argentine sans réagir. Mais ce succès pour Kissinger n'est pas de nature à effacer, même en Amérique latine, les conséquences de la défaite de l'impérialisme américain au Vietnam ou à atténuer la crise politique qui secoue la bourgeoisie yankee.

Le changement de régime en Argentine ne va pas améliorer, au-delà des crédits passagers consentis par le Fonds monétaire international, la situation de

l'économie argentine ou atténuer les contrecoups de la crise économique mondiale sur ses faibles structures. L'aile « pinochétiste » de l'armée argentine connaît le bilan plus que médiocre du régime chilien. Elle sait qu'il a été aussi incapable que celui des militaires uruguayens de stabiliser la situation économique et d'affermir ses bases sociales. Elle sait également que le régime de Banzel aussi bien que le régime de Geisel sont aux prises avec les plus grandes difficultés. Le prolétariat bolivien a donné des expressions répétées de sa force et de ses réserves de combativité inentamées. Au Pérou, rien n'est joué, ainsi que le recul du gouvernement devant la menace d'une épreuve de force avec les mineurs du centre l'a récemment démontré une nouvelle fois.

L'ensemble de cette situation pèse sur les rapports politiques entre les classes en Argentine et explique la nervosité avec laquelle l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin observent, même après le coup d'Etat, les divergences à l'intérieur de la bourgeoisie et de l'armée et guettent les mouvements de la classe ouvrière. Le combat politique et organisationnel pour en finir avec l'influence du péronisme dans la classe ouvrière est un combat qui peut conditionner assez vite — ainsi que l'expérience de la période de 1957-1958 que nous examinerons plus loin le démontre — l'efficacité avec laquelle la classe ouvrière réalisera son unité de classe face à la Junta, dessinera l'étau de la répression et entreprendra sa remontée. Or dans ce cadre d'ensemble des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale et en Amérique latine, la remontée du prolétariat argentin, dont le poids dans la lutte des classes est considérable, est un phénomène que l'impérialisme et ses alliés et agents de tous genres ne peuvent que redouter.

L'enjeu de l'analyse

Le travail qui suit ne cherche pas à retracer l'ensemble du mouvement de la lutte des classes en Argentine. Il est centré sur la question du péronisme, sa naissance, ses caractères, ses formes d'organisation, les mécanismes de sa puissance ; du rôle qu'il a joué par le biais de la CGT, tout particulièrement, comme

pillier de l'ordre bourgeois en Argentine pendant trente ans ; des conditions enfin qui ont conduit la classe ouvrière à se heurter frontalement au gouvernement péroniste dirigé par Isabel Perón, dans la grève générale de juin 1975.

Cet article accordera une place importante à l'analyse de la CGT argentine, dont la nature de classe et les fonctions exigent une discussion approfondie. Un seul exemple suffit pour en montrer la portée.

Il est fréquent d'entendre dire que les événements de juin 1975 ont été marqués par-dessus tout par l'absence de parti révolutionnaire, dont l'inexistence aurait été le principal facteur ayant interdit à l'action de la classe ouvrière de dépasser certaines limites et de transformer effectivement les éléments de la situation révolutionnaire en crise révolutionnaire ouverte.

Une telle appréciation est totalement insuffisante et ne rend pas compte des caractères spécifiques de la situation de juin 1975. La situation de juin 1975 a été marquée non pas tant par l'absence de parti révolutionnaire construit (à ce compte-là il y aurait peu de pays où une crise révolutionnaire ouverte pourrait se produire) que par l'absence de toute organisation de masse syndicale ou politique qui rassemble la classe ouvrière sur son terrain propre de façon indépendante par rapport à la bourgeoisie, son Etat et ses partis.

Cette situation s'est traduite par un fait très simple qui permet d'en mesurer toutes les implications. L'absence de toute organisation de masse — syndicale ou politique — rassemblant la classe ouvrière sur son propre terrain a rendu impossible l'élaboration et la défense par Política Obrera d'un mot d'ordre exprimant le mouvement de la classe ouvrière vers le combat pour son propre gouvernement. En Argentine, en 1975, il n'y avait pas de mot d'ordre exprimant, dans le cadre de la grève générale de juin et de la crise gouvernementale ouverte, le mouvement vers le gouvernement ouvrier et paysan, et susceptible de ce fait de précipiter le déclenchement de la crise révolutionnaire ouverte, dont l'ensemble des éléments étaient autrement indiscutablement tous réunis. Telle a été la situation, à l'origine immédiate de laquelle on trouve l'existence de la CGT comme organisation bourgeoise par son

programme et ses liens organiques avec le parti péroniste ; comme rouage direct de l'appareil d'Etat, sous de nombreux gouvernements ; et comme instrument en toute occasion non pas simplement d'une collaboration de classe en général, mais d'une situation ôtant à la classe ouvrière son indépendance organisationnelle et programmatique de classe face à l'Etat et aux partis de la bourgeoisie (2).

Voilà des affirmations dont il faut faire maintenant la démonstration.

I. — LA NAISSANCE DU PERONISME, SA NATURE SOCIALE ET SES OBJECTIFS

Analysant la situation au Mexique à l'époque de Cardenas, Trotsky explique que la tâche que la bourgeoisie s'est fixée « consiste à liquider les syndicats en tant qu'organes de la lutte des classes et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'Etat bourgeois sur les ouvriers ».

C'est cette tâche que Perón est parvenu à mener à bien en Argentine, quoique dans des conditions politiques précises et avec des limites déterminées qui n'ont jamais assuré à la bourgeoisie et à l'Etat semi-colonial argentins la stabilité dont leurs homologues mexicains ont joui avec le régime du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel).

Exploitant au compte du nationalisme bourgeois la capitulation politique de l'anarcho-syndicalisme et de la social-

(2) C'est pour cette raison que le mot d'ordre de « gouvernement de la CGT » défendu pendant quelques jours par Política Obrera (qui en a entrepris la critique au moment de son 1^{er} congrès) et par Informations ouvrières dans un article de juillet 1975 était faux.

Il n'y avait tout simplement pas de mot d'ordre gouvernemental correct qui puisse être lancé en juin sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan ; trait qui distinguait précisément la situation argentine du tout au tout de situations équivalentes au Chili en 1970 ou en Bolivie en 1970-1971.

démocratie et le travail contre-révolutionnaire mené par l'appareil stalinien en Argentine derrière Codovilla et Ghioldi, Perón a gagné entre 1943 et 1945 à sa politique et à sa personne la majorité des cadres syndicaux jusqu'alors organisés derrière ou dans ces organisations. Il a pu, sur cette base, transformer à partir de 1947 la CGT en pièce centrale du parti péroniste, en rouage du gouvernement bonapartiste et en instrument ôtant à la classe ouvrière son indépendance politique, programmatique et organisationnelle face à la bourgeoisie.

Avant d'analyser ceci, il est nécessaire d'abord de définir l'Argentine.

L'Argentine, pays semi-colonial dominé par l'impérialisme

L'Argentine est le pays le plus anciennement industrialisé d'Amérique du Sud, ayant le niveau de vie le plus élevé du continent, celui enfin où la classe ouvrière a rapidement pesé d'un poids très lourd dans la société du triple point de vue de son nombre, de sa concentration et aussi, avant le péronisme puis ensuite dans les limites imposées par la nature de classe de la CGT, de son degré d'organisation.

70 % de la population est urbaine et se trouve concentrée dans de grandes villes, dont la plus importante, Buenos Aires, atteint plus de 8 millions d'habitants. La classe ouvrière représente quelque 2,5 millions d'individus auxquels viennent s'ajouter quelque trois millions de salariés dans le secteur tertiaire. En 1960, le revenu moyen par habitant — critère bourgeois grossier du « développement » — situait l'Argentine à un niveau supérieur à l'Espagne et pas éloigné de l'Italie, c'est-à-dire à un niveau très supérieur à tous les autres pays d'Amérique latine.

L'Argentine n'en reste pas moins un pays semi-colonial, dont l'accès au marché mondial a toujours été contrôlé par les bourgeoisies impérialistes et dont les principaux secteurs de l'économie ont été soumis, à l'exception d'une courte période de 1946 à 1953, à l'emprise directe des capitaux étrangers. Le caractère se-

mi-colonial de l'Argentine renvoie aux traits particuliers de sa formation historique comme Etat, et en particulier au fait qu'au XIX^e siècle sa bourgeoisie s'est développée pour ainsi dire exclusivement comme une bourgeoisie agraire tirant sa substance principalement de la vente d'abord du blé, puis de la viande, et concevant, jusqu'à l'effondrement du marché mondial en 1929, ses intérêts comme étroitement complémentaires à ceux de l'Angleterre et subordonnés en toute circonstance aux besoins de la bourgeoisie britannique. Les hommes politiques argentins allaient jusqu'à expliquer à une époque que leur pays était la première et plus exemplaire colonie de l'Empire britannique.

Au nom de cette complémentarité d'intérêts, la bourgeoisie argentine a attendu l'interruption des échanges à l'époque de la première guerre impérialiste, puis la crise de 1929 et la dislocation du marché mondial des années 1930 et 1940 pour entreprendre le développement limité d'une industrie manufacturière légère. Alors qu'elle possédait des ressources énergétiques très importantes elle a continué jusqu'en 1939 à faire venir du charbon de Newcastle et, à ce jour, elle compte d'abord sur ses exportations agricoles pour assurer ses échanges internationaux. Pourtant, même celles-ci ont connu une régression constante.

Le parasitisme profond et les traits compradors de l'oligarchie terrienne et financière qui a constitué le noyau central de la bourgeoisie argentine ne se mesurent pas seulement à son incapacité à développer l'industrie, alors que le passage à l'impérialisme n'était pas encore achevé et qu'elle en avait les ressources, mais aussi à la manière même dont elle a épuisé le sol du fait des méthodes d'exploitation employées dans le cadre de la très grande propriété foncière (dans la province de Buenos Aires et autres provinces de la Pampa, les domaines ont de 2 000 à 50 000 hectares). L'Argentine est un pays où la paysannerie a été repoussée dans quelques provinces limitées et dont le développement exigera la réalisation d'une tâche que Perón s'est bien gardé d'entreprendre, à savoir l'expropriation de la grande propriété foncière et une politique de colonisation de vastes territoires laissés pratiquement sans population.

L'extermination des tribus indiennes au XIX^e siècle pour leur arracher leurs terres a fait de l'Argentine avant tout un pays d'immigration. Dès les années 1920, cependant, la bourgeoisie y a mis un frein et a établi des obstacles toujours plus grands à l'arrivée de nouveaux habitants, de telle façon qu'aujourd'hui ce pays aux richesses agricoles et minières extraordinaires, situé dans des latitudes tempérées, cinq fois grand comme la France, compte à peine 24 millions d'habitants. Le développement limité de l'agriculture dans le cadre du latifundium l'explique tout autant que l'industrialisation faible et tardive.

L'exemple de l'Argentine démontre lui aussi que la lutte pour l'indépendance nationale est indissociable de la réalisation de l'ensemble des tâches démocratiques, et en premier lieu l'expropriation de la grande propriété foncière, laquelle demeure aujourd'hui encore l'une des bases économiques principales de la bourgeoisie argentine. Seul le prolétariat à la tête des masses opprimées pourra mener ces tâches à bien, en relation directe avec la réalisation des premières tâches socialistes, comme partie du combat international pour la révolution prolétarienne mondiale.

L'industrialisation limitée de la fin des années 1930 et des années 1940, cantonnées essentiellement dans le secteur de l'industrie manufacturière légère, a représenté la base matérielle pour l'apparition passagère d'un secteur de la bourgeoisie ayant les velléités de modifier ses relations avec l'impérialisme et d'accéder au marché mondial de façon indépendante. C'est cette couche du patronat argentin, organisée plus tard dans la Confédération générale économique (CGE), qui a représenté la base sociale essentielle du péronisme. Les limites politiques et sociales étroites du programme nationaliste bourgeois de Perón ont reflété les limites de ce secteur de la bourgeoisie en même temps qu'elles en ont scellé le sort. Dès 1953, ainsi que nous l'analyserons plus loin, Perón ouvrait de nouveau la porte aux investissements étrangers, recevait Milton Eisenhower et annonçait la période où, de 1958 à 1968, de Frondizi à Onganía, l'Argentine allait devenir l'un des champs d'activité privilégiés de l'impérialisme américain, jusqu'à ce que celui-ci ait épuisé les possibilités offertes et tourne

son attention vers le Brésil et le Venezuela.

Cette période a placé l'Argentine sous la domination étrangère de façon encore plus complète et profonde que du temps de la domination britannique. Aucun secteur de la banque, du commerce ou de l'industrie manufacturière n'a échappé à l'emprise directe ou indirecte des grands trusts bancaires et industriels américains. L'Argentine est devenue par bien des égards une immense chaîne de montage pour la production de marchandises conçues à l'étranger et dont une partie des pièces sont importées. Les entreprises argentines sont rivées aux entreprises américaines dont elles sont ou bien les filiales ou bien les sous-contractants. La bourgeoisie industrielle embryonnaire des années 1940 et 1950 a été éliminée ou bien transformée en rouage des entreprises étrangères.

La crise permanente de l'économie argentine, de sa balance commerciale et de sa balance des paiements, de sa monnaie, la hausse vertigineuse et quasi permanente des prix, qui sont la toile de fond de la lutte des classes en Argentine ont — lié à celle-ci mais ayant toujours une dimension propre — un fondement très simple : la production et la réalisation de la plus-value et les possibilités d'accumulation en Argentine sont bornées aux limites étroites d'un marché intérieur réduit autant par sa dimension que par sa structure de classe, tandis que l'accession des marchandises au marché mondial ne se fait que dans les étroites limites où cela peut être avantageux pour les grandes firmes fournissant les investissements essentiels. Aucun coup d'Etat, aucune politique économique de la bourgeoisie n'a le pouvoir d'effacer cette réalité.

Tels sont les traits principaux d'un pays dont il est exclu que la relation au marché mondial puisse changer jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et l'instauration de la dictature du prolétariat. Ces traits se confondent avec ceux de la bourgeoisie argentine. Ils expliquent la situation de faiblesse que celle-ci a occupée, d'un côté, face au capital étranger et à l'impérialisme bien sûr, mais aussi, de l'autre, face à la classe ouvrière dès que celle-ci a fait quelques pas dans la voie de l'organisation.

La classe ouvrière avant Perón et la lutte des classes vers 1942-1943

Dans la meilleure analyse faite sur les origines du péronisme, deux sociologues, qui ont de surcroît l'honnêteté de ne pas se parer abusivement de l'étiquette du marxisme, ont insisté récemment sur le fait qu'en « *analysant les origines du péronisme, le premier trait distinctif qui apparaît, par comparaison à d'autres processus conduisant à la naissance de mouvements populistes, est l'importance de la place que le syndicalisme y occupe comme facteur constitutif* » (3).

Ils observent que la plupart des études sur le péronisme cherchent à minimiser cet aspect, au profit d'analyses qui prétendent « expliquer » le péronisme en termes d'opposition entre les secteurs plus anciens de la classe ouvrière et les nouveaux secteurs nés avec l'industrialisation après 1935, et présentent invariablement le péronisme comme la seule force politique à laquelle la classe ouvrière serait redevable de son organisation et de ses acquis sociaux. Il faut donc commencer par rétablir les faits sur ce point important.

Contrairement à la version de l'histoire du mouvement ouvrier argentin qui est propagée par les apologistes du péronisme et acceptée par tous ceux qui se contentent d'une analyse non scientifique des relations entre la classe ouvrière argentine et Perón, la formation et le développement des syndicats ont eu lieu bien avant la mainmise de Perón sur la CGT.

La fondation des syndicats qui vont constituer l'armature du mouvement ouvrier jusqu'en 1945 — travailleurs municipaux, cheminots, presse et labeur, dockers — date des années 1900-1920. La constitution de la CGT comme centrale syndicale date de 1930 et fait suite à un long combat pour la formation d'un or-

(3) M. Murmis, J.C. Portantiero, *Estudios sobre los orígenes del peronismo*, tome 1, Siglo XXI, 1971, p. 74 et suivantes.

gane confédéral qui avait mis aux prises les anarcho-syndicalistes et les socialistes.

Il faut indiquer de façon plus précise encore, que les syndicats se sont même fortement développés dans les années de la « décennie infâme » (1936-1943) qui précède l'arrivée de Perón au pouvoir. Face aux gouvernements les plus réactionnaires que l'Argentine ait connus jusqu'alors, la croissance des syndicats et surtout des adhésions syndicales à partir de 1936 traduit la force que représente déjà la classe ouvrière et la capacité de résistance et d'organisation qu'elle possède dès cette époque. De 1936 à 1941, parallèlement à la croissance de l'industrie de substitution d'importations, les effectifs syndicaux passent de 360.000 à 440.000 travailleurs, et représentent un taux de syndicalisation qui se situe entre 70 % et 80 % dans les corporations les plus anciennes, et entre 20 % et 30 %, c'est-à-dire des chiffres non négligeables, dans les plus récentes, comme la métallurgie, au regard de la répression patronale et étatique et de la politique des organisations ouvrières que l'on examinera plus bas.

Les années qui précèdent l'arrivée de Perón au secrétariat d'Etat au Travail sont des années de combativité ouvrière croissante. En dépit de la politique de front anti-fasciste au nom de laquelle le PS et le PCA cherchent à interdire à la classe ouvrière de combattre pour ses revendications, les grèves se multiplient et atteignent en 1942 des chiffres qu'elles n'atteindront pas en 1945 — année marquée par de nombreux mouvements — et qu'elles retrouveront seulement à la fin des années 1950, après la chute de Perón. Les grèves sont particulièrement importantes dans l'industrie mécanique, où se situent les premières concentrations relativement importantes de travailleurs en dehors des secteurs publics, ainsi que dans la construction et les usines frigorifiques.

La volonté de Perón de régler les problèmes relevant des tâches démocratiques de l'indépendance nationale par les voies du nationalisme bourgeois traduit les aspirations à un accès indépendant au marché mondial de la bourgeoisie industrielle embryonnaire apparue avec l'industrialisation des années 1930. Quels que soient ses liens avec la grande bourgeoisie agraire, il lui était impossible en effet de se satisfaire de la relation

au marché mondial et à l'impérialisme, sur la base de laquelle les grands propriétaires fonciers avaient édifié leur fortune et établi leur pouvoir pendant soixante ans.

Mais l'urgence avec laquelle il a paru nécessaire de régler des problèmes laissés longtemps en suspens ne s'explique pas indépendamment de cette montée de la classe ouvrière argentine à partir de 1941-1942 dans un contexte international et national précis. A l'échelle internationale, c'est la vague révolutionnaire qui se prépare à partir du tournant de la guerre impérialiste mondiale avec la défaite des armées allemandes à Stalingrad. A l'échelle nationale, le contexte est celui des contrecoups de la crise de 1929 et d'une situation où la crise de l'impérialisme et ses conséquences en Argentine ont nourri des aspirations anti-impérialistes profondes dans la classe ouvrière comme dans de larges secteurs de la petite bourgeoisie.

Le vide créé dans les masses par le refus traître des organisations ouvrières traditionnelles de répondre à ces aspirations a achevé de créer les conditions pour le surgissement et le triomphe de Perón.

Les responsabilités politiques des organisations ouvrières traditionnelles dans la victoire de Perón

Ce qu'il faut expliquer (et peu d'auteurs en ont été capables), c'est comment Perón a pu aboutir en quelques années (de 1944, date de son entrée au secrétariat au Travail, à 1950, date du congrès où la CGT modifie ses statuts) à l'intégration complète de la centrale syndicale au parti péroniste.

Les causes en sont essentiellement politiques. Elles renvoient de bout en bout à l'orientation et à l'action des organisations politiques de la classe ouvrière argentine, qui ont creusé le lit du nationalisme bourgeois et préparé les conditions de sa mainmise politique sur un large secteur de la classe ouvrière.

De son poste de secrétaire d'Etat au Travail, Perón a utilisé tous les moyens pour se subordonner les dirigeants syndicaux et par-delà eux la classe ou-

vière, usant tout à tour de la ruse, de la concession, et de la répression. Mais la répression a occupé une place relativement secondaire dans un processus qui est incompréhensible si l'on ne tient pas compte de la politique suivie par les organisations se réclamant de la classe ouvrière. A elle seule, la répression ne pouvait pas permettre à Perón de parvenir où il est parvenu (4). Pour comprendre la victoire de Perón il faut saisir la politique suivie par les organisations ouvrières traditionnelles.

De 1920 à 1944, en effet, loin de constituer, à l'exception de quelques moments précis, un point d'appui et une base pour un combat effectif pour l'indépendance politique de la classe ouvrière face à la bourgeoisie, l'orientation et l'intervention en Argentine de l'anarcho-syndicalisme, de la social-démocratie et du stalinisme ont désarmé politiquement la classe ouvrière et ont nourri au contraire les tendances à la dégénérescence des syndicats, ouvrant ainsi d'une double manière la voie à la mainmise triomphale de Perón.

Lorsqu'on analyse la trahison des organisations traditionnelles du prolétariat en Argentine, la portée de leur refus de combattre pour un programme répondant aux particularités du pays, en tant que semi-colonie, subordonnée à l'impérialisme, ne saurait être sous-estimée. La classe ouvrière argentine a eu des organisations propres dont la dégénérescence et la trahison se situent en premier lieu au niveau programmatique le plus fondamental : celui de leur incapacité ou de leur refus à fournir une réponse de la classe ouvrière sur les questions de l'impérialisme, de l'indépendance nationale et de la réalisation des tâches démocratiques dans un pays semi-colonial soumis au joug du capital britannique et de ses alliés de l'oligarchie terrienne argentine.

C'est sur ce terrain politique qu'elles ont préparé la victoire de Perón. L'incapacité ou le refus de ces organisations à combattre efficacement pour l'indépendance de la classe des syndicats ne peuvent être appréciés indépendamment de cet

(4) L'incompréhension complète de ce point obère le livre de G. Béarn *La Décade péroniste*, collection Archives.

aspect capital, qui se trouve directement à l'origine du triomphe du nationalisme bourgeois.

L'anarcho-syndicalisme a été un courant important (quoiqu'en perte de vitesse constante à partir de 1915) au sein du mouvement ouvrier jusqu'à l'arrivée de Perón. Il lui fournira encore, au même titre que les socialistes et les staliniens, une partie des cadres ouvriers, qui assureront les premiers succès du péronisme avant d'être écrasés. La responsabilité de l'anarcho-syndicalisme dans le triomphe de Perón a tenu au barrage que ce courant a établi dans la classe ouvrière à la compréhension de la nécessité pour elle de s'organiser sur le plan politique avec un programme propre. Les courants anarchistes et anarcho-syndicalistes ont défendu en Argentine comme ailleurs leur conception de la lutte des classes comme devant se tenir à l'écart des « agitations politiques stériles et trompeuses ». Ils ont aidé à nourrir une forme d'apolitisme syndical incapable d'offrir une résistance sérieuse aux pressions et manœuvres de la bourgeoisie (qui commencent bien avant Perón) pour contrôler les syndicats au travers de la corruption de la bureaucratie syndicale.

Mais la place qu'occupe jusqu'en 1946 l'anarcho-syndicalisme ne se comprend que par rapport à la faillite retentissante de la social-démocratie et à la trahison du stalinisme. Les causes de la faillite de la social-démocratie sont éminemment politiques et se lisent dès 1912 dans les écrits et discours du principal dirigeant et théoricien du Parti socialiste. Opposant un capitalisme « sain et dynamique » capable de se passer de protectionnisme douanier et d'assurer le développement industriel indispensable au combat ultérieur pour le socialisme, et un « capitalisme rachatique » susceptible de se développer seulement derrière des barrières douanières, Justo met en avant une forme primitive de la théorie de la révolution par étapes et se fait l'avocat de l'impérialisme anglais. Plus tard, de façon conséquente, il expliquera face à Lénine que « l'impérialisme est une idiotie » et l'un de ses épigones ira même jusqu'à dire que l'impérialisme est une « invention de Lénine ». Sur le plan politique, l'orientation de Justo le conduit, à la même époque, à mettre sur le même plan le parti conservateur, représentant

de la grande oligarchie terrienne et financière, et le parti radical de Yrigoyen, et à se tenir en marge des principaux combats politiques de l'époque, en particulier la lutte pour le suffrage universel et pour les droits politiques des immigrés.

La faillite de la II^e Internationale ne fera, bien entendu, qu'accentuer cette ligne de capitulation devant les bourgeoisies impérialistes et leurs alliés dans le pays. Si, en 1930, la direction de la CGT, dont la proclamation remonte à quelques semaines, peut adopter face au coup d'Etat militaire d'Uriburu une attitude de « neutralité bienveillante », la responsabilité en incombe encore, non au stalinisme, qui est alors très faible, mais à l'anarcho-syndicalisme et à la social-démocratie.

C'est à cette dernière que la classe ouvrière doit pourtant la progression que l'on remarque de 1936 à la guerre. Une fois que la capitulation de la CGT devant le gouvernement Uriburu aura conduit à une répression sérieuse et à une aggravation très nette des conditions de travail et de rémunération de la classe ouvrière, l'on assistera en 1935 à la résistance momentanée d'une partie des militants syndicaux d'appartenance socialiste et à un redressement sous leur direction de la CGT. Le fait que la période 1936-1940 ait été une période de renforcement et de croissance des syndicats repose sur le combat momentané que le parti socialiste mène pour l'indépendance de classe du prolétariat face aux gouvernements de cette période. La seconde guerre impérialiste mondiale aura rapidement raison de cette résistance. Au nom du front antifasciste et de l'appui à l'effort de guerre des « alliés », le PS argentin jouera de nouveau, aux côtés cette fois du PCA, le rôle d'agent direct de l'impérialisme anglais et américain dans les rangs de la classe ouvrière. Conjointement, ces partis créeront les conditions immédiates de la victoire de Perón.

Ce qu'il restera à faire, en effet, pour paver la voie qui conduit à la mainmise de Perón sur les syndicats concrétisant sa conquête politique de la classe ouvrière au compte du nationalisme bourgeois, sera accompli grâce à l'orientation du PCA.

L'histoire du PCA est avant tout l'histoire d'un appareil sélectionné à partir de 1925-1926 sur la base de sa servilité à Staline, et son secrétaire général Codovilla, agent notoire de la Guepeou en Espagne, le personifie de façon exemplaire. La formation du PCA est contemporaine de la montée de la bureaucratie en URSS. L'appareil se constitue sur la base de l'appui à Staline contre Trotsky et l'Opposition de gauche, avant de se consolider sur la base de la défense de la théorie de la révolution par étapes et de l'appui complet à la politique stalinienne en Chine. A partir de 1927, le PCA suivra fidèlement les tournants successifs de la politique stalinienne portant coup après coup à la classe ouvrière argentine et à l'avant-garde qui cherche à s'organiser sur la base de sa fidélité à la révolution d'Octobre.

C'est ainsi que le PCA successivement a caractérisé le gouvernement d'Yrigoyen, à quelques jours du coup d'Etat d'Uriburu, de gouvernement « fascisant » et accueilli favorablement au même titre que la CGT la mise en place de la dictature militaire ; qu'il a défini de 1930 à 1934 le « radical-fascisme » et le « social-fascisme » comme les « principaux ennemis » de la classe ouvrière et cherché à organiser la scission syndicale contre les socialistes. En 1935, il prend le virage du Front populaire et s'engage dans une politique de subordination la plus complète de la classe ouvrière au parti radical, qualifié la veille de « fasciste », avant de passer, après la rupture par Hitler du pacte germano-soviétique et l'entrée en guerre de l'URSS, sur la ligne de l'Union nationale et de l'appui aux gouvernements de l'oligarchie au nom du front antifasciste. A partir de 1941 toutes les positions qu'occupe le PCA dans les syndicats — par exemple dans la métallurgie et la construction — sont utilisés à combattre les grèves et casser les revendications de la classe ouvrière. La présence du PCA aux côtés des partis de l'oligarchie et de l'ambassade américaine dans la coalition de l'Union démocratique en 1945 est l'aboutissement d'une politique systématique de lutte contre l'indépendance politique de classe du prolétariat, dont le résultat a été d'achever de rejeter le prolétariat totalement dans les bras de Perón et du nationalisme bourgeois.

Le vide politique dans la classe ouvrière et l'épisode du parti travailliste

Dans des notes politiques à caractère autobiographique, Perón rend compte ainsi des discussions qu'il engagea avec les dirigeants syndicaux à partir de 1944 :

« Je leur ai tenu un langage quelque peu communiste. Pourquoi ? Parce que si je leur avais parlé un autre langage dès la première intervention, ils m'auraient jeté des pelures d'orange à la figure (...) Il s'agissait d'hommes qui avaient quarante ans de marxisme derrière eux et qui avaient suivi des dirigeants communistes (...). Ils voulaient marcher vers les objectifs qu'ils croyaient, du fait de leur formation, être les meilleurs. (...) Ils étaient attachés à la lutte des classes. (...) Les hommes qui m'ont suivi ne voulaient pas aller où moi je me dirigeais ; ils voulaient se diriger vers leurs objectifs de tous jours. Je ne leur ai pas dit qu'ils devaient aller là où je me dirigeais ; je me suis simplement mis à leur tête, et j'ai commencé à marcher ; au cours du voyage, j'ai amorcé progressivement le virage et les ai conduits là où je voulais. »
(5)

Perón exagère quelque peu l'importance du « marxisme » des hommes qui se présentaient devant lui, mais, autrement, son compte rendu indique fort bien la compréhension qu'il eut du vide politique créé par la faillite ou la trahison des organisations traditionnelles. En 1944-1946, la classe ouvrière argentine se présentait comme une classe qui ignore ce que signifie avoir dans ses rangs un parti occupant la place de parti ouvrier, c'est-à-dire d'un parti assurant son indépendance politique face à la bourgeois-

(5) Juan D. Perón, *Conducción política*, p. 290 et sqq., cité par Jorge Correa, *los Jerarcas sindicales*, Buenos Aires 1972, p. 27.

sur la base d'un programme politique qui donne la réponse révolutionnaire de la classe ouvrière aux tâches nationales dans le pays opprimé.

C'est ce vide politique que Perón s'empressa de remplir au compte du nationalisme bourgeois. Mais il lui fallut procéder avec doigté et prudence, en ménageant des étapes qui tiennent pleinement compte des aspirations des cadres organisateurs de la classe ouvrière. De ce point de vue, rien n'est plus significatif à la fois du vide politique existant et de l'habileté de Perón que la création du *Parti travailliste* (Partido laborista) comme transition vers la subordination politique complète du prolétariat dans les rangs du mouvement péroniste.

Le Parti travailliste fut créé fin 1945, avec la bénédiction de Perón mais sans sa participation, à l'initiative d'une partie des principaux responsables syndicaux de l'époque, provenant les uns, comme L. Gay, de l'anarcho-syndicalisme, et d'autres, comme Cipriano Reyes, de la social-démocratie. Il fut le facteur déterminant de mobilisation de la classe ouvrière argentine derrière la candidature de Perón dans les élections de 1946, et regroupait dans ses rangs la grande masse des cadres organisateurs de la classe. Le Parti travailliste avait bien entendu seulement l'apparence d'un parti ouvrier. Par son programme et ses statuts, qui prévoyaient l'alliance « des ouvriers, ouvriers agricoles et paysans ensemble avec les professions libérales et intellectuels, les petits commerçants, industriels et agriculteurs », lesquels forment ce que la déclaration de principes désigne comme « la classe travailliste qui doit s'unir pour sa propre défense et le bien-être et le progrès du pays », le Parti travailliste était un parti bourgeois dont l'objectif était déjà d'assurer une forme organique de subordination de la classe ouvrière à la bourgeoisie.

Mais L. Gay et C. Reyes étaient des hommes dont Peña a pu dire qu'ils « se considéraient les alliés mais non les pantins de Perón. Ils étaient prêts à collaborer avec lui, mais non à devenir des employés de l'Etat péroniste » (6). C'est bien pour cela que la transformation de la CGT en rouage de l'Etat et celle de

(6) Milciades Peña, *Masas, candillos y elites*, Ediciones Fichas, Buenos Aires, p. 104.

la bureaucratie syndicale d'une bureaucratie ouvrière faite de lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers en une bureaucratie de fonctionnaires de l'Etat bourgeois dut obligatoirement passer par l'élimination complète de ces hommes. Dès la fin 1946, Perón engage contre eux une lutte à mort. Le Parti travailliste est invité à s'intégrer au « Parti unique de la révolution nationale », première mouture du parti péroniste, et à se dissoudre. Des provocations sont montées ensuite successivement contre Gay en 1947 et contre Reyes en 1948 (qui fera 7 ans de prison jusqu'en 1955 pour un prétendu complot contre Perón). En décembre 1947, la voie est libre à la proclamation du parti péroniste (dit aussi Parti justicialiste).

Le stalinisme n'est pas resté inactif, comme l'on s'en doute. Par son alliance avec l'ambassade américaine et le parti de l'oligarchie et ses attaques verbales hystériques contre Perón comme national-socialiste, mussolinien, hitlérien, il fermait toute issue à la classe ouvrière, et conduisait les militants ouvriers à faire bloc avec Perón. C'est ainsi que la classe ouvrière argentine fut bâillonnée, puis désarmée politiquement, pour trente ans.

Au terme de ce processus, l'une des conséquences les plus pernicieuses de la trahison du prolétariat par ses organisations a été de permettre au péronisme et à ses apologistes de présenter celui-ci comme ayant représenté un « progrès » et comme étant « plus progressiste » que les organisations qui lui ont pavé la voie. Pour les militants marxistes qui comprennent ce que la perte totale de son indépendance politique de classe a coûté au prolétariat argentin, cette position doit faire l'objet d'un combat politique directement lié au bilan du péronisme.

Le caractère bonapartiste du gouvernement Perón

Dans ses notes sur les syndicats, Trotsky écrit que, de la part des gouvernements nationalistes dans les pays semi-coloniaux, la volonté de placer les syndicats sous la tutelle de l'Etat « est dictée par deux tâches auxquelles l'Etat est confronté : premièrement, attirer vers lui la

classe ouvrière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, deuxièmement, discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie».

Ces deux tâches sont à la fois complémentaires et contradictoires. D'un côté, le degré auquel la bourgeoisie nationale peut se permettre de s'engager à un moment donné dans la voie de la résistance à l'impérialisme est commandé par sa capacité à assurer son contrôle effectif sur la classe ouvrière; mais il n'y a pas de résistance possible sans commencer à appeler les masses à se mobiliser. Cela signifie ouvrir des brèches par où les masses peuvent s'engouffrer et porter des coups réels à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Dans tout cela, l'existence ou l'absence d'un parti ouvrier sera déterminante.

La politique suivie par Perón à partir de 1944, d'abord comme homme fort du gouvernement Farrell, ensuite comme chef de gouvernement, est indiscutablement une politique nationaliste bourgeoise qui cherche bien à atteindre les deux objectifs définis par Trotsky. C'est en relation avec cela que le gouvernement Perón possède, pendant cette période, de façon très nette, le caractère bonapartiste que Trotsky attribue dans le même texte aux gouvernements nationalistes dans les pays semi-coloniaux. L'application du concept de bonapartisme à ces gouvernements exige une analyse appropriée.

En 1935, Trotsky observait que :

« La notion de bonapartisme, trop vaste, exige des concrétisations. Dans ces dernières années, nous avons donné ce nom aux gouvernements capitalistes qui, exploitant l'antagonisme des camps prolétarien et fasciste et s'appuyant immédiatement sur l'appareil militaire et policier, s'élèvent au-dessus du Parlement et de la démocratie, en tant que sauveurs de « l'unité nationale ». Nous avons toujours strictement distingué ce bonapartisme de décadence du bonapartisme jeune, offensif, qui fut non seulement le fossoyeur des principes politiques de la révolution bourgeoise, mais encore le gardien de ses conquêtes sociales. Nous avons donné à ces deux phénomènes le même nom, parce qu'ils ont des traits

communs : dans le vieillard on peut reconnaître le jeune homme, malgré l'œuvre impitoyable des ans. » (7)

Dans le cas des gouvernements nationalistes de pays semi-coloniaux, leur caractère bonapartiste repose — en raison de la faiblesse de la bourgeoisie nationale et du rôle important que le prolétariat joue très vite dans ces pays — sur leur capacité d'exploiter à leur propre bénéfice, le temps qu'ils peuvent, l'antagonisme entre le capital étranger et la classe ouvrière du pays. Trotsky écrit :

« Le gouvernement national, dans la mesure où il essaye de résister au capital étranger, est forcé de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat. Par contre, les gouvernements de ces pays, qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement intérieur, le développement plus ou moins rapide du prolétariat ébranlent les fondements des pays arriérés. Les gouvernements y prennent un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste, et diffèrent les uns des autres en cela que les uns essayent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. » (8)

Le gouvernement de Perón est plus proche de la première catégorie ainsi définie que de la seconde. Une appréciation précise de ce gouvernement exige cependant que l'on reprenne tour à tour l'analyse de la politique qu'il mène à l'égard de l'impérialisme, d'une part, à l'égard de la classe ouvrière d'Argentine, de l'autre.

(7) L. Trotsky, *Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique*, 1^{er} février 1935.

(8) L. Trotsky, *les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*.

Les limites de la résistance à l'impérialisme

Les gouvernements de la « décennie infâme » étaient allés plus loin que tous leurs prédécesseurs dans la voie de la capitulation devant l'impérialisme anglais et de l'adaptation à ses besoins. Malgré la crise économique, malgré la décadence de la Grande-Bretagne, le pacte commercial Runciman-Rocca de 1935, en particulier, avait établi les modalités d'une subordination plus étroite que jamais — sur le plan du prix des produits agricoles livrés par l'Argentine et des modalités de paiement par exemple — de l'économie argentine aux nécessités de l'économie anglaise.

Réagir contre cette subordination extrême et prendre des mesures permettant de résister quelque peu aux prétentions de l'impérialisme sont au nombre des objectifs que se donne l'organisation militaire secrète — le GOU — où Perón fait ses premiers pas en politique. Ces objectifs coïncident avec ceux d'une partie de la nouvelle couche de petits et moyens entrepreneurs surgis avec la phase d'industrialisation limitée que la crise avait rendue indispensable, qui forment ensemble avec une aile de l'armée et de l'appareil d'Etat et les couches les plus importantes des masses petites-bourgeoises la base sociale du nationalisme bourgeois.

A partir de 1946, le gouvernement de Perón voit la mise en œuvre d'un programme visant à répondre, dans les limites de classe du nationalisme bourgeois, aux problèmes de l'indépendance coloniale. Ce programme a comporté la nationalisation de la Banque centrale et le contrôle de l'ensemble du système bancaire; la création d'un Institut de promotion et d'échange (IAPI) doté de pouvoirs importants dans le sens de l'établissement pour certains produits (dont le blé) d'un monopole étatique du commerce extérieur; la création d'une banque de développement industriel contrôlée par l'Etat, destinée à promouvoir le développement de l'industrie; enfin, la nationalisation par rachat avec indemnisation des chemins de fer et des installations portuaires, propriétés des compagnies britanniques.

Dans ses conséquences à moyen terme,

comme dans sa portée anti-impérialiste, cette politique a été d'une envergure limitée. Le cas de l'Argentine, comme de bien d'autres pays, est là pour démontrer qu'aucune décision gouvernementale n'est susceptible d'engendrer à l'époque impérialiste une bourgeoisie industrielle et une industrie autochtone, capables d'assurer l'industrialisation d'un pays arriéré et de donner à sa souveraineté politique formelle un minimum de contenu réel au niveau des rapports d'échange sur le marché mondial. En Argentine, la création d'une industrie d'armement nationale ne suffira pas à lancer l'industrialisation. Lorsque la période faste des exportations agricoles prendra fin avec la récession américaine et mondiale de 1949, l'industrie argentine entrera dans une stagnation de plus de dix ans. Elle ne prendra fin qu'avec la politique d'appel massif aux capitaux étrangers, mise en œuvre par Frondizi en 1958, mais préparée déjà par Perón.

La portée anti-impérialiste effective des mesures de Perón est, en effet, fort limitée. Le rachat des chemins de fer britanniques a été payé par les avoirs accumulés dans la banque d'Angleterre aux titres des exportations de viande argentine pendant la guerre et qui s'y trouvaient bloqués de toute manière. Milciades Peña a établi avec toute la rigueur nécessaire la portée réelle d'une politique qui voit Perón réussir le tour de force de rassembler des centaines de milliers de personnes pour applaudir des mesures à peine déguisées de soutien à l'impérialisme britannique en difficulté, dont celui-ci ne bénéficie même pas à un même degré de la part de ses anciens « dominions ». L'impasse de sa politique économique et la stagnation de la production conduiront Perón à établir, pendant son second mandat, des relations étroites avec les Etats-Unis, à recevoir le frère d'Eisenhower, et à faire appel, à partir de 1953, de nouveau, aux capitaux étrangers, surtout nord-américains.

L'un des domaines où l'on mesure le mieux la volonté de Perón de ne pas s'attaquer aux racines de la subordination de l'Argentine à l'impérialisme et aux bases économiques de la bourgeoisie argentine, avec toutes les conséquences que cela signifiait sur le plan politique comme sur le plan strictement économique, est le domaine de la politique agraire. Perón a introduit un « statut de l'ouvrier agricole » (Estatuto del peón)

qui a donné certains droits sociaux à cette catégorie surexploitée de travailleurs et il a mis en place l'organisme étatique de commercialisation des produits agricoles. Mais il ne s'est pas attaqué à la propriété du sol et a laissé subsister le latifundium.

Le caractère réellement limité des mesures anti-impérialistes de Perón doit être mis en rapport avec nos conclusions antérieures, à savoir l'absence de tout parti ouvrier défendant même l'ébauche d'un programme de front unique anti-impérialiste, élaboré en partant des besoins des masses dans la perspective du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan. Si Perón a pu, pour ce qui est des coups effectivement portés à l'impérialisme, s'en tirer à si peu de frais, l'explication doit en être cherchée dans les facteurs politiques qui ont été mis en relief plus haut.

L'institution des « commissions internes »

Les concessions que Perón dut faire à la classe ouvrière comme volet complémentaire indispensable et fondamental de la politique de captation de ses cadres ont été beaucoup plus importantes. Elles se situent aussi bien au niveau de la reconnaissance de droits sociaux d'une ampleur pratiquement inconnue de tout autre prolétariat dans les pays arriérés (régime de sécurité sociale et de médecine sociale et régime de retraites accordés dès 1944 à 2 millions de travailleurs, congés payés, prévention des accidents du travail, etc.) qu'au niveau des droits à l'organisation. Dans sa loi d'association professionnelle de 1944, Perón concède à la classe ouvrière des droits qu'il cherchera de façon répétée — à partir de 1947 d'abord, en 1974 de nouveau — à remettre lui-même en cause, mais que le prolétariat est parvenu à préserver pour une large part, aussi bien face au péronisme lui-même qu'aux gouvernements militaires. Ces droits portent en particulier sur la reconnaissance des délégués d'atelier, proches des « *Shop stewards* » anglais, qui sont élus au suffrage universel par les travailleurs, disposent d'heures syndicales et bénéficient d'une protection contre les licenciements. Les délégués d'ateliers forment la « com-

mission interne » qui est responsable des rapports avec le patronat de l'usine. Ce sont ces institutions qui sont le véritable acquis du prolétariat argentin de cette période, et représentent le cadre fondamental de la force dont il a fait preuve au long des années. L'ampleur des concessions traduit le degré d'organisation de la classe ouvrière, et l'enjeu que représente aux yeux de Perón sa subordination à l'Etat. Elle ne s'explique qu'en relation avec l'existence de syndicats réels avant Perón et la nécessité où il s'est vu d'avoir à compter avec un prolétariat organisé.

Le fait que ces droits d'organisation au niveau de l'entreprise, non seulement n'aient pas de prolongement au niveau du syndicat proprement dit, sur le plan de tout ce qu'un syndicat doit représenter lorsqu'il est ouvrier, comme facteur de centralisation organisationnelle et politique de la classe ouvrière face à la bourgeoisie et à l'Etat, mais qu'ils se soient heurtés constamment au contraire à la nature bourgeoise de la CGT marque les limites de ces acquis. C'est pourquoi il est faux de les caractériser, comme le fait le PST, de « conquêtes ».

Mais inversement ces droits sont en porte à faux total avec la nature de classe et les structures organisationnelles de la CGT telles que Perón va les mettre en place moyennant l'intégration de la CGT au parti péroniste et à l'appareil d'Etat.

Aussi bien Perón que d'autres gouvernements tenteront de résoudre l'existence contradictoire des délégués d'atelier et des « commissions internes » d'un côté et de la CGT intégrée au parti péroniste et à l'Etat de l'autre, en instituant par des dispositions juridiques du droit bourgeois le droit de la CGT « d'intervenir » dans la vie des « commissions internes », c'est-à-dire d'en destituer les membres, de les placer sous tutelle directe le temps jugé nécessaire et de provoquer de nouvelles élections.

Cette technique de « l'intervention » traduit l'incapacité où la bourgeoisie argentine s'est trouvée de détruire les droits syndicaux purement et simplement. Elle a été la source de conflits permanents entre les travailleurs des usines et l'appareil. Dans des centres importants, même après de nouvelles élections, l'appareil de la CGT — et donc le patronat — n'arrivait pas à ses fins

et n'avait toujours pas une « commission interne » docile, prête à assurer au niveau de l'usine la même collaboration de classe que celle assurée par la CGT au niveau de l'appareil d'Etat fédéral et provincial. C'est ce conflit qui atteint son point culminant au moment de la grève générale de juin-juillet 1975. Celle-ci a été organisée, comme nous le verrons, par des comités de coordination des « commissions internes », contre la CGT. Mais pour apprécier correctement la portée de ce conflit, il est nécessaire de définir la nature de classe de la CGT après 1949-1950, comme une organisation bourgeoise que le prolétariat argentin doit détruire.

Nature et vocation de la CGT péroniste

Dans un discours de septembre 1944, Perón avait dit à l'adresse de la bourgeoisie que « ceux qui craignent tant le syndicalisme et la formation de grandes organisations ouvrières bien organisées, dirigées et unies doivent se défaire de leurs craintes. Il n'y a rien à craindre des organisations. Ce dont il faut avoir peur, ce sont des masses inorganisées. Ce sont elles qui sont dangereuses (...), sans discipline syndicale, les masses sont impossibles à contrôler » (9). Seule l'intégration de la CGT à l'Etat permettait d'aboutir à cet objectif.

Ce n'est qu'après les provocations montées contre L. Gay et C. Reyes que Perón aboutit à ses fins. Fin 1947, les premières lois instituant le droit de l'appareil central de la CGT à « intervenir » sont votées. En décembre 1947, le parti péroniste est fondé. En 1949, la CGT s'y incorpore de façon « organique », à la manière du TUC dans le Labour Party, à la différence qualitative près que le parti péroniste est un parti bourgeois, de type bonapartiste, arc-bouté à l'appareil d'Etat et entièrement soumis au bon vouloir de Perón.

La même année, la CGT donne son « appui » à la décision de ne pas reconnaître légalement le droit de grève dans

la constitution péroniste de 1949. En 1950, le congrès de la CGT vient achever le processus en votant un nouveau programme et de nouveaux statuts qui remplacent ceux de 1936, et font de la CGT une nouvelle organisation.

Dans le préambule des statuts de 1936, la CGT déclarait que son devoir n'était pas seulement de défendre les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais aussi de lutter « pour préparer son émancipation moyennant l'établissement d'un régime social fondé sur la propriété collective des moyens de production ». Les statuts votés par le congrès de 1950 ratifient l'appartenance organique de la CGT au parti péroniste, ils codifient au niveau du fonctionnement de l'appareil les mesures édictées par Perón en 1947, sur le droit à « l'intervention », et comportent bien entendu l'adoption d'un nouveau préambule défendant toute l'idéologie du « justicialisme » et du nationalisme et proclamant la lutte des classes comme caduque.

Au terme du processus, par son programme et ses liens organiques avec le parti péroniste et avec l'appareil d'Etat, la CGT ne peut plus être caractérisée comme une organisation ouvrière. « Sa bureaucratie, comme le dit Peña, est une bureaucratie de fonctionnaires bourgeois. » La centrale s'apparente, ainsi que le souligne Ernesto Gonzalez, dans une brochure du PST, qui se refuse bien sûr d'en tirer les conséquences politiques évidentes quant à la nécessité de combattre pour la destruction de la CGT issue du congrès de 1950, à « un ministère de plus, c'est-à-dire un rouage de l'appareil d'Etat totalitaire créé par le péronisme, tandis qu'au niveau des syndicats prédomineront le bureaucratisme et le gangstérisme » (10).

Dans ses notes sur les syndicats, Trotsky caractérise les syndicats mexicains comme étant « semi-totalitaires ». Le fait que la classe ouvrière, par son poids dans les relations politiques entre les classes et une suite de combats acharnés, soit parvenue à défendre, pour une large part, les droits des délégués d'atelier et l'existence des commissions internes ne saurait effacer le fait que la vocation de la CGT a bien

(10) E. Gonzalez, *Qué fue y qué es el peronismo*, Ediciones Pluma, p. 49.

(9) Cité par M. Peña, *op. cit.*, p. 74.

été d'être très précisément cela : une organisation semi-totalitaire.

Les dispositions légales établies par Perón en 1947 d'abord, puis de nouveau en novembre 1973, tout de suite après son élection à la présidence, ont donné de façon répétée à l'appareil des *attributions quasi étatiques de répression* contre les structures de base et les militants du syndicat. Cet appareil est absolument étranger à la classe ouvrière dans le sens fondamental également qu'il puise sa force matérielle dans les privilèges matériels qui sont la contrepartie de sa fonction, c'est-à-dire la syndicalisation obligatoire, avec prélèvement automatique des cotisations syndicales directement sur les salaires de plusieurs millions d'ouvriers et d'employés.

Détentrice de fonctions quasi étatiques, la CGT a été également pendant vingt-cinq ans une des entités financières les plus puissantes de l'Argentine. On comprend l'extraordinaire pouvoir de corruption que cela donne à l'appareil. Celui-ci a recours aussi, bien entendu, aux pratiques « classiques » auxquelles ont également recours les appareils bourgeois des syndicats ouvriers tels qu'ils existent de par le monde (truquage des élections, pratiques anti-démocratiques de tous ordres). Mais entre la CGT argentine et ceux-ci, il existe une *différence qualitative*. L'appareil de la CGT n'est pas composé de lieutenants ouvriers de la bourgeoisie. Il n'est pas lié comme eux à des partis qui ont occupé historiquement la place de partis ouvriers et qui, précisément, ne peuvent même exercer leur rôle de défense de l'ordre bourgeois qu'en demeurant indépendants organisationnellement par rapport aux partis bourgeois. La CGT a été la pièce maîtresse du parti bourgeois argentin, et s'est trouvée liée au bon vouloir de cliques plébésiennes dont l'existence et le pouvoir ont dépendu directement de l'appareil d'Etat bourgeois et dont la sélection a toujours reposé sur des techniques relevant directement de celles des « mafiosi ».

Si la CGT argentine n'a pas été en mesure d'accomplir pleinement sa vocation, c'est pour deux raisons qui reflètent l'une et l'autre, de façon contradictoire, la force de la classe ouvrière argentine. La première raison, c'est l'incapacité où la bourgeoisie a été de détruire l'institution des délégués d'atelier et celle des commissions internes. La se-

conde raison tient à la relation de type bonapartiste par laquelle Perón a pu asseoir sa domination politique instable sur la classe ouvrière. Analysant les premiers pas dans la rupture de la classe ouvrière avec Perón et les obstacles que cette rupture rencontrait, Peña a fort bien mis en lumière les rapports entre la classe ouvrière et Perón, et l'insertion malaisée et instable de la CGT comme institution bonapartiste dans cette relation. Il écrit :

« Le contenu complexe du processus de « déperonisation » résulte, entre autres choses, du caractère complexe que le péronisme revêt aux yeux des ouvriers. Pour les ouvriers, au centre du péronisme se trouve Peron, les améliorations qu'il a accordées, sa démagogie anti-yankee et anti-capitaliste. Autour de Peron se trouvent la CGT, le secrétariat d'Etat au Travail, avec leurs bureaucraties épaulées par la police fédérale et grassement payées par l'Etat, qui écrasent les ouvriers chaque fois que ceux-ci entreprennent d'affronter pour leur compte la bourgeoisie. Le prolétariat déteste la bureaucratie syndicale de la CGT et lutte contre elle tous les jours (...) et ses luttes se transforment en mouvements qui tendent à se placer en marge de la CGT. Dans le cours de ces affrontements, la confiance du prolétariat dans le gouvernement s'affaiblit, mais le prolétariat croit encore en Peron et celui-ci exploite la situation pour apparaître comme l'ami sans faille des ouvriers, qui est toujours de leur côté. » [11]

(11) Peña, *op. cit.*, p. 112. Peña était militant trotskyste. Au moment de sa mort, en 1965, il s'était écarté du groupe « Palabra Obrera », dirigé par Moréno. On doit à Peña une interprétation marxiste en six tomes de l'histoire argentine, des travaux très précis sur le péronisme (en particulier « *la Clase dirigente argentina frente al imperialismo* ») et des études sur la structure économique et sociale de l'Argentine (dont une polémique contre Abelardo Ramos républiée par Política Obrera dans *América India*, en 1971-72).

Tous les problèmes qui ont surgi par la suite jusque sous le gouvernement Isabel Perón, sur la base des essais entrepris pour faire jouer à la CGT son rôle — et accomplir sa *vocation semi-totalitaire* — en l'absence de Perón (pendant son exil d'abord, après sa mort ensuite) découlent de cette relation bonapartiste. C'est uniquement dans cette relation, qui a pour origine les promesses que Perón a paru avoir tenues d'accomplissement de son programme nationaliste bourgeois, que se trouve la base du pouvoir politique du péronisme.

La chute de Perón en 1955

La chute de Perón en septembre 1955 a traduit l'impasse absolue du nationalisme bourgeois, et a exprimé jusque dans la manière dont elle a eu lieu la nature de classe du gouvernement Perón.

Incapable par ses bases sociales de s'attaquer tant soit peu sérieusement aux racines du retard de l'Argentine et de sa subordination à l'impérialisme, le gouvernement Perón devait obligatoirement conduire l'économie à une situation de stagnation absolue. Cela lui a valu la désaffection croissante de la petite bourgeoisie et l'a obligé à commencer dès 1951-1952 à frapper la classe ouvrière pour réduire son niveau de vie.

Cela a conduit la classe ouvrière à engager, malgré la CGT et malgré Perón, quoique pas encore contre lui, à la différence de 1974-1975, une série de combats importants pour défendre son niveau de vie et ses acquis (la grève générale des cheminots de 1950 que Perón doit briser avec l'aide de l'armée est de ce point de vue très significative).

Cette situation conduit Perón, à partir de sa réélection en 1952, à exaspérer tous les traits bonapartistes de son régime. Les mesures qu'il introduit au cours des dernières années de son gouvernement : suppression de l'enseignement religieux dans les écoles, projet de loi sur le divorce, loin de juguler le mouvement des masses, au contraire l'alimentent, créant une inquiétude puis une exaspération croissantes dans la bourgeoisie et l'armée. Face à l'incapacité de Perón d'autre part de briser les revendications salariales comme d'imposer les mesures de « rationalisation » qui s'imposent, elles

organisent sa chute et procèdent en juin puis septembre à des coups d'Etat militaires pour obtenir son départ.

Défenseur conscient de l'Etat bourgeois par dessus tout, Perón arrête avec la CGT toute mobilisation de la classe ouvrière contre les militaires « golpistes ». Il prend volontairement le chemin de l'exil, dans des conditions qui constituent fort clairement « une mise en réserve de la République ». Les termes de sa démission, remise le 18 septembre 1955 à la Junte, témoignent de façon éloquente de son sens de l'Etat :

« Il n'existe pas dans le pays un homme ayant l'autorité suffisante auquel nous puissions remettre notre démission et capable de nous remplacer. Le pouvoir du gouvernement passe donc aux mains de l'armée de terre. Les forces armées peuvent recueillir cet héritage, garantir l'ordre interne et pacifier les esprits des Argentins avec les moyens les plus adaptés. Je suis convaincu que tout ceci est indispensable pour la sauvegarde de notre patrimoine national.

« Je n'ai eu aucun doute quant à la capacité du peuple et de l'armée pour étouffer la rébellion, mais cette lutte coûterait trop de sang. Moi qui aime profondément mon peuple, je suis horrifié à l'idée que, par ma faute, les Argentins puissent subir les conséquences d'une guerre civile sans pitié. Je ne veux pas mourir sans un ultime effort visant à garantir la tranquillité de mes gens. » [12]

Pour éviter soigneusement toute mobilisation des masses, les militaires ont agi de leur côté avec une prudence presque égale. Lonardi, président de la Junte, déclarait : il n'y a « *ni vainqueurs, ni vaincus* ». La direction de la CGT restait en place et jouait évidemment le même rôle. Le secrétaire général de la CGT pouvait dire le 16 octobre : « *Nous avons cherché à collaborer avec le gouvernement afin de garder intacte l'unité des organisations ouvrières* », c'est-à-dire la

(12) Cité par F. Gèze et A. Labrousse, « *Révolution et contre-révolution en Argentine* », Paris, 1974, p. 71.

CGT, comme instrument de domination sur les masses.

Le 16 novembre la CGT appelait sans aucune préparation à la grève générale dont l'échec permettait à la Junte militaire d'engager la répression et de commencer l'application du plan de l'économiste Prebitch, entièrement axé sur la réduction des salaires et la « rationalisation de l'économie », c'est-à-dire l'accroissement du taux de plus-value et les licenciements. Contrainte à reculer, la classe ouvrière était très loin d'être écrasée et le rôle du péronisme de ce fait loin d'être terminé également.

**

II. — LE LONG MOUVEMENT JUSQU'À LA GREVE GENERALE DE JUIN 1975

Dans le cadre d'un article qui ne se donne pas pour but de rendre compte du mouvement de la lutte des classes en Argentine sous tous ses aspects et encore moins de faire de l'histoire, le rôle du péronisme pendant l'exil de Perón, et les longues oscillations de la bourgeoisie et des militaires quant à la place à lui assigner doivent être analysés en cherchant à s'en tenir à l'essentiel.

Une instabilité politique chronique

Un peu moins de 18 ans séparent les deux phases de gouvernement péroniste. Entre ces deux dates, septembre 1955 et mars 1973, l'Argentine n'a pas eu moins de huit gouvernements et de trois régimes. Elle est passée successivement du péronisme à la dictature militaire, de la dictature militaire à une phase de fonctionnement de la constitution et de gouvernement de différents courants du parti radical, avant de retrouver la dictature militaire jusqu'à ce que le retour de Perón s'avère indispensable. A l'exception de quelques brèves périodes, la situation économique a été marquée par une inflation galopante quasi chronique. Les forces armées, d'autre part, ont été au bord de l'éclatement entre 1960-1965, dans des conditions où leurs différentes ailes sont allées jusqu'à l'affrontement

militaire pour régler leurs différends quant à la meilleure manière de faire face à la situation économique et politique et au mouvement des masses. Enfin, s'il y a eu un investissement étranger important sous Frondizi, il s'est fait dans des conditions où l'impérialisme a recherché, plus encore que dans d'autres pays du continent, à s'assurer une rentabilité très rapide et à très court terme de son capital.

Il s'agit là d'un ensemble de faits dont il est impossible de sous-estimer la portée. Leur poids se fait sentir jusque dans la situation actuelle et permet de comprendre certaines des considérations qui conduisent l'appareil stalinien à apporter de façon si ouverte son appui à Videla. Ces faits sont l'expression de rapports politiques entre les classes dans le cadre de l'Argentine. Ils traduisent l'extrême faiblesse d'une bourgeoisie prise en tenailles entre le prolétariat argentin, trop fort pour elle — même en l'absence de parti et de syndicats indépendants de classe — et l'impérialisme américain, dont la tendance à faire supporter le poids de ses difficultés économiques à l'Amérique latine se manifeste dès 1963-1964 avant de s'accroître à la fin des années 60 et dans les années 70.

C'est cela qui explique que la bourgeoisie argentine et l'armée, qui avaient cru pouvoir après la chute de Perón établir une forme de domination politique de classe qui ne comporte pas la nécessité de prendre appui sur le péronisme, ont abandonné très vite cette position. Après une tentative de deux ans pour détruire la CGT et soumettre les syndicats à une répression assez sévère, la CGT a été rétablie pour occuper les fonctions pour lesquelles Perón l'avait construite, et Perón lui-même, nonobstant son exil, a été réintroduit dans le jeu politique pour y jouer un rôle politique important dans pratiquement toutes les phases de la lutte des classes jusqu'à son retour final.

Le rôle du péronisme de 1955 à 1973

L'histoire de la longue « traversée du désert » de Perón et du péronisme est un mythe politique, entretenu par Perón lui-même sur la base de l'exploitation, no-

tamment, du sang versé par de nombreux jeunes militants — sous Aramburu en 1956 et de nouveau sous Onganía, Levingston et Lanusse — de façon à permettre au péronisme de paraître avoir ses martyrs, alors que ceux-ci sont en fait les martyrs de la classe ouvrière et de la jeunesse se dressant contre la dictature.

La période 1956-1957 est parfaitement claire à cet égard. C'est l'époque où pendant deux ans les militaires ont tenté d'accompagner la domination politique par la voie militaire d'un retour à une complète atomisation de la classe ouvrière. L'attaque contre les droits syndicaux au niveau de l'usine s'est accompagnée de la tentative pour se passer de l'appareil de la CGT et d'une persécution des militants ouvriers se réclamant du péronisme. En inférer comme le font les auteurs d'un livre récent sur l'Argentine :

« L'oligarchie donne libre cours à sa haine de classe : de nombreux militants péronistes sont arrêtés, torturés, fusillés ; le parti péroniste et toutes ses organisations sont interdites, etc. » (13)

(13) F. Gèze et A. Labrousse, *op. cit.*, p. 76. C'est dans ce chapitre que les limitations et contradictions de ce livre sont le plus manifestes. Alors qu'à la page 257, dans la conclusion, il est écrit que « l'essence du péronisme a été de rendre impossible le développement de structures organisationnelles autonomes de la classe ouvrière, grâce à l'intégration de l'appareil syndical à l'appareil d'Etat bourgeois », dans les chapitres I et III de la 2^e partie, l'analyse est faite dans l'optique de la jeunesse péroniste ! On lit par exemple que « la désertion (sic) des vieux dirigeants bureaucrates permet l'apparition d'une nouvelle génération de dirigeants péronistes combattifs. Leur manque de conscience politique (!!!) va toutefois mener une majorité d'entre eux — Vandor, Rucci, March — à trahir leur mandat (!!!). Cette division entre militaires loyaux (sic) et collaborationnistes se retrouve au sein de la jeunesse péroniste (...) ». Ce passage est réellement extraordinaire et indique les précautions avec lesquelles il faut lire ce livre.

c'est présenter une vision déformée des faits qui introduit l'idée qu'il pourrait y avoir une opposition irréductible de classe entre le péronisme et l'armée et que le péronisme serait autre chose qu'un mouvement politique bourgeois.

Par contre, il est tout à fait exact, et nullement contradictoire avec le caractère bourgeois du péronisme, que Perón, dans son exil protégé, a su parfaitement utiliser les « martyrs péronistes » pour tenter de conserver son prestige auprès des masses et se maintenir en tant que solution politique de rechange pour la bourgeoisie. C'est ainsi qu'il appelle lui-même à « la lutte intégrale contre la canaille dictatoriale », incite ses partisans au terrorisme, par l'intermédiaire de son représentant clandestin en Argentine, J.W. Cooke, plus tard principal théoricien de la Jeunesse péroniste et des Montoneros, et orchestre même une tentative de coup d'Etat autour du général Valle, tentative que la Junte peut noyer dans le sang avec la plus grande facilité.

La clairvoyance politique de Perón porte rapidement ses fruits. Moins de trois ans après le coup d'Etat de 1955, l'état des relations politiques entre les classes est déjà tel que la bourgeoisie se voit contrainte de prendre de nouveau appui sur la CGT et au-delà d'elle sur Perón.

C'est dans des conditions de crise politique que l'armée a été obligée de modifier en 1957 sa politique à l'égard de la CGT. Le fait que la Junte n'ait pas eu la force d'écraser la classe ouvrière a signifié que dès la fin de 1956 les grèves reprennent et se multiplient d'autant plus facilement que les travailleurs bénéficient de l'absence de tout appareil pour les freiner et les contrôler. Les militaires n'ont d'autre choix que de convoquer en août 1957 un congrès « normalisateur » de la CGT dont la principale conséquence est de permettre que se forme une opposition apparente à la Junte, mais dans des conditions où c'est celle-ci qui lui permet de naître. Il s'agit du regroupement dit des « 62 organisations », c'est-à-dire de tous les syndicats contrôlés par les péronistes et par le PCA (qui comprend lui aussi la nécessité de reconstruire l'appareil péroniste). Un an et demi plus tard, l'existence des « 62 organisations » permettra à Frondizi de légaliser de nouveau la CGT pour chercher à lui faire jouer de

nouveau tout son rôle. Cette période aura permis la formation d'une nouvelle couche de bureaucrates péronistes entourée de l'aura de la « lutte contre les gorilles », dont les plus célèbres sont Vandor et Rucci, artisans un peu plus tard de la collaboration avec les militaires sous la dictature militaire d'Onganía et de Lanusse.

Mais rétablir la CGT sans prendre appui en même temps sur Perón, c'était en fait entreprendre une tentative complexe et contradictoire, qui devait à son tour être source de crises politiques inévitables.

Plus haut, nous avons établi que la CGT est la pièce maîtresse d'une forme de domination bonapartiste dont Perón — et lui seul — représente néanmoins la clef de voûte et dont le fondement est la conquête politique de la classe ouvrière par le nationalisme bourgeois.

Qu'il s'agisse du régime présidentiel constitutionnel avec Frondizi ou Guido, ou de la dictature militaire après le coup d'Etat d'Onganía de 1966, les tentatives faites pour combiner le recours à la CGT péroniste avec des formes de domination de classe différentes de celles du bonapartisme, pour appuyer des politiques n'ayant plus aucune référence au nationalisme bourgeois, ont abouti les unes et les autres à l'échec, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'autre choix ouvert que de faire rentrer Perón.

Perón a autorisé toutes les tentatives. Dans certains cas, il leur a fourni un soutien ouvert et spectaculaire, comme dans le cas du pacte avec Frondizi en 1958 et de l'aval de son plan d'appel massif aux capitaux étrangers et de réduction des salaires encore plus brutale que sous Aramburu. Plus tard — sous Onganía et Lanusse — le soutien de Perón a été moins spectaculaire et a comporté tout un jeu de sa part pour dégager sa responsabilité directe. Mais au travers de l'appareil de la CGT, qui demeure une institution du bonapartisme péroniste — même en l'absence de Perón — et dont les hommes ne peuvent pas couper, même s'ils le voulaient, le lien avec Perón, celui-ci demeure constamment au centre de la politique argentine.

Il a fallu quatre ans seulement pour que la classe ouvrière, par son combat incessant, malgré une législation répressive toujours plus sévère et l'appui officiel donné à Frondizi par Perón, conduise l'expérience du gouvernement

« constitutionnel » à l'échec. Plus de trois ans ont été ensuite nécessaires avant que les militaires ne parviennent à régler entre eux la conduite qu'il leur fallait suivre. Puis en 1966, c'est la dictature militaire d'Onganía, c'est-à-dire la tentative d'établir une forme de domination politique qui combine le recours aux méthodes politiques de la dictature militaire classique avec le recours à la CGT péroniste que dirige Vandor (14). La classe ouvrière recule, connaît en 1967 des défaites limitées, mais n'est pas écrasée. Deux ans plus tard, la grève générale de Córdoba signale le début de la nouvelle montée de la classe ouvrière.

Stalinisme, centrisme et terrorisme gauchiste au secours de Perón

Le « cordobazo », grève générale avec barricades et combats de rue d'une très grande violence en mai 1969 à Córdoba, représente le point de départ de la remontée de la classe ouvrière et consacre l'échec de la dictature de Onganía (15). Mais il révèle également, tout comme les combats qui suivent (Mendoza, San Juan), que la haine des travailleurs qui les dresse quotidiennement contre la dictature militaire se dirige de plus en plus aussi contre l'appareil de la CGT et commence à mettre en péril l'existence de celle-ci en tant que dispositif central de

(14) L'histoire de la CGT de cette période est une histoire faite d'une succession de scissions autour de différentes cliques de l'appareil syndical. Elles se différencient entre elles par leurs liens exacts avec l'armée, l'appareil d'Etat et Perón lui-même et leurs appréciations différentes sur la manière de mater la classe ouvrière. Engagé dans une politique de collaboration particulièrement étroite avec les militaires, Vandor est conduit à distendre ses liens avec Perón et à esquisser la formation d'un parti « travailliste » indépendant du péronisme. C'est le moment choisi par Moreno pour adresser une « lettre ouverte au camarade Vandor » lui demandant de combattre pour un parti ouvrier fondé sur les syndicats...

(15) Pour une description du « cordobazo », voir *la Vérité*, n° 546, 1969.

domination politique de la bourgeoisie argentine sur les masses. Ainsi apparaît en toute clarté le fait que la CGT sans Perón au pouvoir cesse d'être à terme un instrument adéquat pour la bourgeoisie et que Perón doit donc rentrer. Avant d'analyser les conditions du retour de Perón, il faut examiner la situation politique à l'intérieur de la classe ouvrière.

Au cours du Cordobazo et dans la période qui suit, la classe ouvrière démontre qu'elle commence à entrer dans la voie qui la mène non seulement à s'organiser en marge de la CGT, sur la base des commissions internes — comme ce fut le cas en 1956 où la désertion des bureaucrates péronistes crée le terrain favorable à ce type d'organisation — mais à un niveau plus conscient carrément contre celle-ci (c'est le cas pour les syndicats de Córdoba Sitrac-Sitram). Mais ce processus n'est pas linéaire — au contraire très chaotique — et son issue surtout est totalement conditionnée par la solution apportée au niveau du programme politique capable de sous-tendre un tel mouvement.

La politique ne supporte pas le vide. Dans les pays arriérés, le non-accomplissement des tâches démocratiques et de l'indépendance nationale crée une exigence politique fondamentale. Aussi longtemps que ne se construit pas une organisation occupant dans la lutte des classes la place de parti ouvrier combattant les partis bourgeois sur ce terrain, dans un mouvement où la lutte du prolétariat pour sa propre émancipation se combine de façon indissociable avec son combat pour se porter à la tête de la nation opprimée et s'affirmer comme son dirigeant, le nationalisme bourgeois est automatiquement conduit, comme par défaut, à occuper dans les masses et même à réoccuper quel que soit son bilan la place que l'absence de parti ouvrier indépendant et de programme anti-impérialiste de la classe ouvrière laisse vacante.

Or, en Argentine, loin d'être combattu sur ce terrain fondamental, Perón a bénéficié après 1955, au travers de tous les virages que sa politique de soutien externe aux gouvernements en place ont signifié, non seulement de la protection de la gauche péroniste et du PCA, mais aussi de la capitulation complète des organisations centristes comme celle d'Abelardo Ramos, et surtout de l'organi-

sation représentant officiellement pendant des années le « trotskysme » en Argentine, dirigée par N. Moreno. A partir de 1968, enfin, le courant petit-bourgeois de type castriste — incarné par l'ERP — bénéficiant, conformément à l'orientation ratifiée au moment du IX^e Congrès mondial du Secrétariat unifié, du soutien de celui-ci, est venu entraîner une partie de l'avant-garde étudiante et ouvrière sur le terrain du terrorisme, servir de colonne vertébrale à toute l'activité guérillériste, y compris celle des organisations terroristes d'origine péroniste, et faire en sorte également que la tâche centrale de construction du parti ouvrier indépendant face au nationalisme bourgeois ne puisse être posée. En 1969-1970, l'existence de *Política Obrera*, organisation née en 1964 représente ainsi le seul point d'appui restreint de la classe ouvrière dans le combat pour l'indépendance de classe.

Les fondements de la gauche péroniste, c'est-à-dire de la Jeunesse péroniste et des organisations « militaires » qui en dépendent, sont jetés au cours de la période de 18 ans qui sépare la chute de Perón de son retour. Cette « gauche » naît comme un courant petit-bourgeois à l'intérieur du péronisme, en liaison avec la radicalisation de la jeunesse contre les différents gouvernements civils et militaires de cette période, et comme expression du début de crise qui secoue le mouvement péroniste, du fait des tournants successifs de la politique de Perón : pacte avec le gouvernement ouvertement impérialiste de Frondizi, collaboration de la CGT avec les militaires, etc. Comme tout courant petit-bourgeois, elle ne peut occuper une place autonome entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. C'est en épousant le mouvement de radicalisation de la classe ouvrière, tout en maintenant le lien avec Perón et avec le programme nationaliste bourgeois, donc avec la bourgeoisie, qu'elle va accomplir sa fonction qui est de combler les brèches susceptibles de s'ouvrir entre Perón et la classe ouvrière. La gauche péroniste va bénéficier à la fin des années 60 de l'apport direct du nationalisme bourgeois de « gauche » d'origine catholique. En effet, la principale organisation, les Montoneros, derrière laquelle s'opérera en 1972 la fusion des groupes armés proprement péronistes, est fondée en 1969 à l'initiative d'un groupe de nationalistes catholiques se réclamant du prétre colombien Camilo Torres, un des re-

présentants les plus fameux de l'Eglise « tiers-mondiste ».

Mais si la gauche péroniste, impasse pour des milliers de jeunes et de travailleurs qui cherchent une solution à la crise de la société argentine, va être appelée à jouer un rôle si important entre 1970 et 1975, la responsabilité en incombe surtout aux organisations se réclamant du mouvement ouvrier.

Si limités que soient ses effectifs, le PCA est fort de ses liens avec la bureaucratie du Kremlin. A partir de 1955, sa politique s'ajuste au mouvement de la classe ouvrière, sur une ligne dont la constante est de nourrir le péronisme. Il obtient ce résultat aussi bien en rejetant les militants ouvriers dans les bras du péronisme par la politique de capitulation ouverte qu'il leur propose qu'en soutenant à des moments importants, comme au moment de la constitution des 62 organisations en 1957, le travail de maintien de l'appareil de la CGT.

Mais il faut aussi parler de la politique d'adaptation au péronisme, profondément pabliste dans son inspiration, qui a été élaborée et suivie à partir de 1955-1958 en particulier par le groupe « Palabra Obrera », dirigé par Nahuel Moréno et Ernesto Gonzales.

1955-1958 marque la période où les phases successives de la politique suivie par Perón — refus de résister au coup d'Etat, appel ensuite à l'action terroriste ou au contre-coup d'Etat, suivi brutalement par l'accord avec Frondizi — avaient jeté un profond désarroi chez les militants péronistes, et créé les conditions pour la construction d'une organisation qui clarifierait pour la classe ouvrière, sur tous les terrains de combat politique, les lignes de partage fondamentales entre le prolétariat et le nationalisme bourgeois.

C'est à ce moment que Moreno entreprend son « entrisme » dans le péronisme, dans des conditions de capitulation politique complète. Aujourd'hui encore, Ernesto Gonzales, dirigeant du PST, justifie la politique suivie alors de la façon suivante :

« Notre « entrisme » au sein du péronisme s'est fait comme résultat d'un ajustement dans la caractérisation de celui-ci. A partir du moment où l'ennemi principal du pays n'était plus l'impérialisme anglais, nous nous sommes considérés de fait comme partie du front

unique anti-yankee qu'était le péronisme. Mais à aucun moment nous n'avons vu en lui un parti ouvrier révolutionnaire. Il n'y a eu de ce point de vue aucune confusion. Notre « entrisme » a été déterminé par le fait que les masses ouvrières se trouvaient dans ce mouvement. La reconnaissance ouverte que nous nous considérons à l'intérieur de ce front nationaliste bourgeois n'a pas eu d'autre signification que de corroborer au niveau des paroles ce que nous faisons déjà dans la pratique. Nous n'avions pas non plus confiance dans sa direction, bien que notre journal affirmait publiquement que nous nous placions sous la discipline du général Peron. Ceux qui s'en formalisent devront reconnaître qu'il s'agissait là d'une concession minime, de caractère formel, pour avoir le droit d'exprimer avec la plus grande indépendance tout notre programme trotskyste. Palabra Obrera n'a pas défendu la ligne de la direction péroniste mais celle du trotskysme. Il est prouvé que Lénine (et peut-être Trotsky) ont conseillé l'entrisme dans le Kuomin-tang. Les thèses des quatre premiers congrès de l'IC nous indiquent qu'il faut « entrer » au sein des mouvements nationalistes pour empêcher que leur orientation bourgeoise conduise les masses à l'impasse. » (17)

Et un peu plus loin de donner quelques exemples de cette politique « trotskyste » :

« ... Nous avons appelé à lutter contre le coup d'Etat, attaquant Peron lorsqu'il disait qu'il s'agissait d'une affaire de « quatre curés fous » ; quand celui-ci fit la parodie de démissionner devant la CGT en

(17) E. Gonzalez, *Qué fue y qué es el peronismo*, op. cit., p. 82-83. Moreno s'est dégage de l'entrisme en expliquant que le péronisme avait changé (!) et s'était « transformé (lors de l'accord avec Frondizi) en opposition bourgeoise au régime après avoir été avant, de fait, son opposition révolutionnaire de classe » (voir la *Verdad*, n° 4).

août 1955, nous sommes allés à la manifestation de la place de Mai et avons proposé qu'il accepte de nommer provisoirement un président ouvrier. Le péronisme battu... nous avons été parmi les seuls à appeler à la grève le 17 octobre 1955. Pendant le mouvement, nous avons proposé de se préparer à la grève générale illimitée comme pas vers l'insurrection. Et quand Peron a donné l'ordre de voter pour Frondizi, nous nous sommes inclinés pour accompagner les travailleurs dans leur expérience, tout en disant (et non en nous taisant) que cette décision était une erreur tragique et que Frondizi n'allait tenir aucune de ses promesses. »

Tout serait à commenter dans ce texte écrit en 1971 et publié de nouveau en 1973 au moment où Perón revient au pouvoir. Dans le cadre de la discussion ouverte au sein du Secrétariat unifié en 1972 sur la stratégie à suivre en Amérique latine, N. Moreno a présenté la politique du PRT-La Verdad comme ayant toujours été « de construire un parti de type léniniste, en pénétrant dans le mouvement des masses, en participant aux mobilisations des masses, et en se présentant comme une direction alternative révolutionnaire, dans les organisations de masse existantes ».

Si on laisse de côté la notion de direction alternative pour se concentrer sur l'essentiel, la clé de la position de Moreno réside dans une déviation profonde, que le POR de Lora a été obligé de combattre avec tant d'acharnement en Bolivie contre ceux qui ont préconisé l'entrée d'abord dans le MNR, et plus tard dans la gauche du MNR, à savoir qu'il serait possible de construire un parti révolutionnaire en se situant sur le terrain du nationalisme bourgeois, et en travaillant à l'intérieur des organisations de masse construites par celui-ci. Moreno a profondément dévié la stratégie de Trotsky de construction du parti ouvrier indépendant de classe en la situant sur un terrain de classe étranger, celui du nationalisme bourgeois « révolutionnaire » et de la ligne stratégique de construction du « Parti unique de la Révolution argentine » dont il s'est fait le défenseur en 1971 encore. Cette orientation a mené Moreno aux pires aventures et mésaventures, tel l'appui au

Parti ouvrier de Vandor en 1965. Elle a obéré la formation du PST en 1972 (fusion du groupe La Verdad avec la petite organisation social-démocrate dirigée par Corral) et fournit la clé aussi bien de la politique « d'opposition légale » suivie à l'intérieur de la CGT que de la présence du PST dans le bloc des huit organisations, opposition « constitutionnelle » au gouvernement de Perón, qui se forme au moment où celui-ci attaque ouvertement la classe ouvrière et les libertés d'organisation, en 1974.

La critique de la politique de N. Moreno est une tâche indispensable car elle a poussé très loin une série de déviations profondes par rapport au trotskysme. Comment ne pas comprendre que cette politique ne pouvait que nourrir une série de déviations poussant à la caricature des traits plus ou moins contenus dans la politique du groupe « La Verdad », et en tous les cas que son adaptation au péronisme ouvrait ? Les pas que Moreno n'a pas voulu achever de franchir lui-même dans la voie du castrisme et du terrorisme ont été franchis par d'autres, c'est-à-dire par le groupe du PRT-El Combatiente et de l'ERP auxquels la majorité du Secrétariat unifié a accordé de 1968 à 1973 le soutien le plus absolu.

La ligne du PRT-ERP a été définie au moment de son V^e congrès en 1968, alors qu'il était baptisé par Mandel « section officielle de la IV^e Internationale » en Argentine, aux dépens de Moreno réduit par la majorité du SU au rang d'organisation sympathisante. Selon cette ligne, la tâche essentielle était :

« La construction « d'unités de guérillas dans les villes agissant selon une tactique relativement indépendante des avatars de la lutte des classes ». Pour l'ERP, la politique devait « faire place au fusil », comme seul moyen de créer chez les travailleurs argentins « une conscience révolutionnaire qui prenne clairement la prise du pouvoir comme l'objectif — la tactique et la stratégie de notre révolution : un gouvernement populaire et des travailleurs révolutionnaires qui se formera à travers une guerre révolutionnaire prolongée de masse, une guerre civile à l'origine et probablement nationale à un stade

ultérieur devant l'intervention de l'impérialisme. » (18)

Sur cette orientation, l'ERP réduit tout naturellement le rôle du péronisme (qu'elle caractérise comme « un mouvement polyclassiste par sa base sociale, bien que bourgeois par son idéologie ») et de la CGT à « une gymnastique de négociations auprès du ministère (du travail) qui renforce la mentalité conservatrice et passive (de la classe ouvrière) exigeant des efforts extrêmement durs, à l'intérieur et à l'extérieur du péronisme, pour la briser ». A partir de là, l'ERP est conduite tout naturellement à rechercher « l'unité d'action avec les organisations armées péronistes qui sont nos seurs par la pratique dans la guerre révolutionnaire » et à préconiser la formation avec elles d'un front de libération nationale et sociale (18 bis).

Le PRT-ERP, section officielle et plus beau fleuron du SU en Amérique latine, a été caractérisé en 1972 de façon correcte par la direction du SWP comme une organisation castriste, pointe avancée de la pénétration des positions de l'OLAS au sein du SU sur la ligne de la résolution sur l'Amérique latine du IX^e congrès mondial de cette organisation. En tant qu'organisation castriste, l'ERP est passée ouvertement sur des positions de soutien aux bureaucraties parasitaires : caractérisation des PC chinois, albanais, nord-coréen et vietnamien comme des partis révolutionnaires, mais aussi appui à l'intervention des chars de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie comme une mesure prise dans l'intérêt du socialisme.

Organisation castriste et philostalinienne, le PRT-ERP ne pouvait que jouer un rôle de plus en plus clair de flanc-garde du péronisme. En 1973, lorsque Campora est élu et propose une trêve aux organisations guérilléristes, l'ERP répond par une déclaration qui exprime le contenu de classe précis de son activité :

(18) Cité dans *Correspondance Internationale*, n° 8, juillet 1973, p. 26 (numéro consacré à la discussion sur la question de la guérilla à l'intérieur du SU).

(18 bis) *El Peronismo*, Ediciones Barabara, 1971, p. 50-51.

« Le gouvernement que présidera le Dr Campora représente la volonté populaire. Respectueuse de cette volonté, notre organisation n'attaquera pas le nouveau gouvernement tant que celui-ci ne se livrera pas à des attaques contre le peuple et contre la guérilla. Notre organisation continuera à combattre militairement les entreprises et les forces armées contre-révolutionnaires, mais ne dirigera ses attaques ni contre les institutions gouvernementales, ni contre aucun membre du gouvernement révolutionnaire. » (19)

Le terrorisme urbain organisé par l'ERP s'est transformé en l'épine dorsale d'une activité absolument étrangère à la classe ouvrière et contraire à ses intérêts et à ses besoins dans la lutte des classes. Gèze et Labrousse notent que « l'influence du trotskysme, les références au Vietnam et à la Chine, lui donnent une cohérence politique et surtout organisationnelle supérieure à celle de tous les autres groupes armés argentins ». L'ERP leur sert de pôle de référence constant. Appuyée par Maitan, Mandel et Krivine, l'ERP a été l'un des principaux obstacles dans le chemin de l'indépendance politique de la classe ouvrière, dans la phase de la lutte des classes qui va de 1969 à 1976.

Mais il faut achever la caractérisation. Par ses méthodes étrangères à la classe ouvrière, l'activité menée par l'ERP au nom de la lutte anti-impérialiste a nourri constamment la répression contre la classe ouvrière et a contribué à ce que l'étau de la contre-révolution se resserre sur celle-ci. L'ERP porte une responsa-

(19) Cité par Gèze et Labrousse, *op. cit.*, p. 141. Gèze et Labrousse, qui accordent beaucoup de place aux groupes de la gauche péroniste et à l'ERP, sont contraints d'adopter à leur égard une attitude par moment très critique. Voir la section : une « radicalisation » ambiguë (p. 125 et sqq.) et la critique de l'ERP (p. 245) où il est noté au sujet du foquisme que « la grande majorité des travailleurs assistent indifférents à cette guerre d'appareils qui ne les concerne pas ». Mais sur ce point encore le livre accumule les contradictions.

bilité écrasante dans la formation de la situation où le prolétariat argentin se trouve aujourd'hui. Le bilan devra en être fait.

Un retour négocié

Le retour au pouvoir de Perón est le résultat d'une négociation, dont les différentes étapes sont soigneusement préparées, entre les militaires, la bourgeoisie (son aile marchante est le secteur lié à la CGE dont le président Gelbart sera ministre de l'économie de Perón), l'impérialisme, l'appareil de la CGT et Perón (20). Les transactions s'accélérent à partir de la venue au pouvoir de Lanusse en 1971. Les principales étapes en sont : la formation du « grand accord national » en 1971, la reconnaissance en janvier 1972 du Parti justicialiste, le communiqué diffusé par les dirigeants des principaux partis bourgeois et ceux de la CGT (réunis à l'initiative de la CGE) condamnant la politique économique du gouvernement et réclamant des élections, enfin le premier voyage de Perón en Argentine depuis sa chute en 1955.

Le front électoral constitué à cette occasion, pour préparer les élections de mars 1973 — le Frejuli — est composé du parti justicialiste, du parti conservateur populaire et de personnalités de l'extrême-droite catholique. Il bénéficie du soutien des radicaux et constitue ainsi un véritable « front uni des exploités ». Dans les listes de candidats, mises au point, les dirigeants des principaux syndicats de la CGT, qui ont été les plus mêlés à la politique de collaboration ouverte avec les militaires, sont écartés en partie au profit des dirigeants de syndicats « combattifs » de la gauche péroniste, non suspects aux yeux des masses de compromission avec les militaires. Le choix de Campora comme candidat à la

(20) Pour que Perón réponde parfaitement à ce que la bourgeoisie attend de lui, il faut qu'il apparaisse aux yeux des masses comme l'ennemi irréductible de la dictature militaire. Aussi, au moment où s'effectuent les transactions entre les militaires et Perón, la polémique redouble-t-elle de part et d'autre. Perón doit passer pour l'adversaire inflexible des « gorilles », tandis que Lanusse se fait le champion de l'anti-péronisme.

présidence de la République, c'est-à-dire d'un péroniste qui n'a eu aucune activité politique publique depuis 1955 et jouit d'une réputation « d'intégrité », participe du même souci politique : canaliser vers le péronisme le profond mouvement qui dresse les masses contre la dictature militaire.

Au cours de toute cette étape, la gauche péroniste joue déjà un rôle politique important. En rompant avec la bureaucratie la plus corrompue et la plus compromise avec les militaires, mais sans briser la CGT péroniste ; en se dressant contre le gouvernement d'Onganía et de Lanusse, mais en maintenant à tout prix le *lien politique* avec Perón, en se prêtant à la récupération par le péronisme des assassinats perpétrés par les militaires, comme à Trelew, elle fait tout pour obscurcir la compréhension de la part des masses du rôle politique de Perón. Ce rôle s'accroîtra encore avec la victoire de Campora.

Le gouvernement Campora et le massacre d'Ezeiza

Il est clair que la victoire électorale de Campora et la formation du premier gouvernement péroniste sous sa présidence, avec le soutien du Frejuli et des radicaux, ne pouvaient en aucun cas être présentées comme une « victoire des travailleurs », ainsi que l'ont fait tant l'ERP que les courants de la gauche péroniste.

Les masses ont indiscutablement interprété le départ des militaires et la victoire de Campora comme leur ouvrant une brèche à la faveur de laquelle leurs revendications pouvaient être satisfaites. Mais ce sont précisément les illusions soigneusement nourries par la gauche péroniste et ses flancs-gardes concernant le contenu de classe du gouvernement Campora, comme celui de Perón, qui ont créé les conditions pour la reprise en main du mouvement des masses.

Un important mouvement d'occupation des usines, des universités, des lycées se développe au cours des mois de mai et juin. Un puissant mouvement s'attaque à l'appareil répressif de la dictature militaire, 50 000 manifestants prennent d'assaut la prison de Villa Devoto, libérant 500 prisonniers politiques. Ce mouvement oblige le gouvernement à accorder l'am-

nistie, à supprimer les tribunaux d'exception et la législation répressive mise en place par le gouvernement militaire.

Ces reculs limités, indispensables, n'empêchent pas le gouvernement Campora de s'atteler à sa tâche essentielle : mettre en chantier la négociation d'une politique des revenus. Il s'agit du « Pacte social » signé par la CGT et la CGE (l'organisme patronal lié historiquement au nationalisme) qui va constituer la pierre angulaire de la politique péroniste jusqu'en juillet 1975, où le formidable mouvement de la classe ouvrière lui porte un coup mortel. Ce pacte décide le blocage des prix et des salaires, la suspension des commissions paritaires pour deux ans, l'augmentation immédiate des tarifs des services publics. Son respect est garanti par la présence au sein du gouvernement de Gelbart, président de la CGE, et de Ricardo Otero, très proche du dirigeant de la CGT Lorenzo Miguel, à la tête du ministère du Travail. D'autre part, la « ley de prescindibilidad », présentée comme un moyen d'éliminer les fonctionnaires compromis avec la dictature, va devenir un outil de persécution politique permettant l'élimination des employés de l'Etat les plus combattifs.

Mais ce sont les événements d'Ezeiza qui annoncent le plus clairement le rôle que Perón va assumer au compte de la défense de la propriété privée et de l'Etat bourgeois, au cours de son second passage à la tête du pouvoir. Le jour de son retour, trois millions de personnes sont venues l'accueillir, les hommes de main de la CGT tirent, il y a plus de cent morts, des blessés, d'innombrables arrestations. Réduire cela à un incident entre gauche et droite péronistes n'explique rien. Le sens des événements d'Ezeiza est une déclaration de guerre ouverte à la classe ouvrière argentine de la part de Perón, dans une situation où la crise du nationalisme bourgeois, inhérente à celui-ci, atteint une phase aiguë.

Ezeiza annonce le caractère brutal que va revêtir l'action du gouvernement Perón face aux masses. Sa gestion a un seul but : tenter, sur la base des illusions ébréchées, mais encore réelles que celles-ci conservent à son égard et à l'égard du nationalisme bourgeois, de faire passer à tout prix les mesures sévères exigées par la crise économique mondiale sur un pays semi-colonial comme l'Argentine.

L'histoire ne se répète jamais. Même si l'indépendance politique et syndicale de la classe ouvrière est toujours inexistante, les relations nouées entre la bourgeoisie argentine et l'impérialisme d'un côté, la classe ouvrière de l'autre se sont radicalement modifiées depuis 1946. Les liens de la bourgeoisie argentine avec l'impérialisme sont devenus tels qu'il n'y a pratiquement aucune marge pour une renégociation des conditions d'accès au marché mondial, surtout lorsque le contexte international est celui de la crise en développement. Le poids et l'expérience de la classe ouvrière, d'autre part, se sont accrus à un point où la moindre concession sérieuse ne peut que renforcer son initiative dans la lutte des classes.

Une fois le pacte social signé, Campora s'éclipse, pour permettre à Perón, au travers d'une élection présidentielle de type *plébiscitaire*, de réassumer totalement à la tête de l'Etat sa place, ce que les circonstances ont rendu indispensable.

L'échec de la candidature de Tosco

La préparation politique de l'élection présidentielle de Perón en septembre 1973 montre à quel point, sur la base d'illusions des masses déjà entamées, les lignes de démarcation entre les classes commencent à se dessiner. D'une part la bourgeoisie, l'armée, l'Eglise se rassemblent derrière la candidature de Perón et de sa femme (dont le choix signifie le bloc ouvert avec l'aile la plus ouvertement anti-ouvrière du péronisme) d'une manière encore jamais vue auparavant, même en mars de la même année. D'autre part, pour la première fois surgit la possibilité d'une candidature ouvrière opposée à celle de Perón, qui exprime le processus de rupture en cours. La possibilité s'en dessine autour de la personne de deux dirigeants syndicaux : Tosco, de Cordoba, et Jaime, de Salta. Tosco est l'expression de toute la force et de toute la faiblesse d'un mouvement ouvrier qui se dégage lentement de la gangue du nationalisme bourgeois, mais dont l'expérience s'est enrichie considérablement. Il s'agit d'un ancien membre de l'appareil provincial de la CGT qui s'est

rallié, à la tête du syndicat des gaziers et électriciens de Cordoba, aux secteurs indépendants. Il est lié au PC et au péronisme de gauche et croit encore possible un accord de la classe ouvrière avec la bourgeoisie « progressiste », mais il pense qu'il est nécessaire dans le cadre des élections de s'affronter avec les principales forces de la bourgeoisie regroupées derrière Perón. Au bout de dix jours, il renonce à sa candidature.

Dans le document où il annonce la retraite de sa candidature il explique :

« Les secteurs liés à des conceptions progressistes et révolutionnaires, tout particulièrement du péronisme révolutionnaire, du radicalisme avancé, de chrétiens et de socialistes, de communistes et d'autres forces de gauche, ne se sont pas opposés à ce projet politique dans une perspective historique, mais ont manifesté des appréciations différentes principalement sur l'opportunité de matérialiser une telle conjonction de forces, et sur le fait que la conjonction électorale que nous vivons n'y était pas particulièrement propice » (Clarín - 18.8.1973).

Le PC a pesé de tout son poids pour empêcher la candidature de Tosco, faisant connaître publiquement qu'il considérait que « sa candidature n'est pas une solution au problème politique » (la *Opinión* du 15-8-73). Quelques jours plus tard, le XIV^e congrès du PCA, tenu en présence de Fajon, avant que celui-ci ne poursuive son voyage au Chili, confirme cette orientation. Le congrès décide l'appui total à la candidature de Perón. En mars, le PC avait fait campagne derrière Alende, politicien démocrate-chrétien bénéficiant de l'appui de certains militaires, et avait ainsi contribué à accrédi- ter une nouvelle fois auprès des masses l'idée que la candidature péroniste était une candidature ouvrière. En septembre, il mettait toutes ses forces derrière Perón et colmatait les brèches qui avaient commencé à s'ouvrir.

La candidature Tosco aurait eu une importance indéniable. Fût-ce de façon encore très confuse, elle aurait marqué un début d'affrontement avec Perón sur un terrain directement politique. Elle aurait accéléré les processus en cours au sein de la classe dans la voie de son

indépendance politique. L'activité menée par Política Obrera pour rendre cette candidature possible avait ce sens.

L'échec de cette candidature permet à Perón de bénéficier du ralliement de tous les « opposants », « révolutionnaires » quels qu'ils soient (21) et fait des candidats du PST, Corral et Paez, les seuls candidats indépendants face à Perón. Les voix qu'ils recueillent (plus de 3,5 % dans les villes et les quartiers ouvriers) sont un indice du début de cassure qu'aurait signifié la candidature Tosco-Jaime.

La politique de Perón

Au cours des neuf mois qui précèdent sa mort, Perón va remplir en toute clarté le mandat dont l'a chargé la bourgeoisie : mater la classe ouvrière et faire passer brutalement les mesures qu'exigent la crise économique.

Le pacte social est reconduit en 1974, mais dès 1973 il a porté ses fruits, puisque les salaires à la fin de 1973 se retrouvent au niveau de 1969. Mais pour que ce pacte puisse être appliqué avec le maximum d'efficacité, il faut que Perón et la bureaucratie syndicale s'assurent la domination absolue sur les travailleurs. La loi sur les associations professionnelles adoptée en octobre 1973 doit permettre d'atteindre cet objectif. Le contenu principal en est le suivant : le ministre du Travail devient l'arbitre des questions syndicales. En clair, si la bureaucratie ne parvient pas à « éliminer les éléments infiltrés », l'intervention directe du gouvernement et de la police est possible ; d'autre part, l'arbitrage obligatoire est adopté (ce qui renforce une

(21) La JP, pour justifier le vote Perón-Perón, c'est-à-dire l'appui à Isabel Perón, liée ouvertement à la bureaucratie la plus corrompue de la CGT, explique : « Perón est coupé de son peuple. » L'ERP suspend ses opérations de guérilla et décide de faire voter pour Perón. Le FIP, organisation d'Abelard Ramos (qui se réclame du trotskysme), fait imprimer des bulletins — « Perón-Perón » — distincts des bulletins officiels mais comptabilisés néanmoins pour permettre à la Jeunesse péroniste de compter ses voix (900 000 voix) et de paraître en même temps se « distinguer ».

loi adoptée sous Onganía); enfin l'appareil syndical voit son mandat passer à quatre ans renouvelables. Comme en 1948, l'appareil reçoit enfin le droit « d'intervenir » dans les syndicats pour contrôler et destituer les corps de délégués, les commissions internes, les délégués de section, c'est-à-dire les organes sur lesquels les travailleurs argentins tentent de s'appuyer pour s'organiser de façon indépendante face au patronat et de manière croissante face à la bureaucratie syndicale bourgeoise elle-même.

Par ailleurs, la loi de « *prescindibilidad* » est renouvelée en janvier 1974 et permet de licencier le personnel des ministères et des entreprises d'Etat. Une autre loi exclut ces travailleurs des bénéfices de la législation du travail.

Tout cela s'accompagne de mesures visant à normaliser l'Université: contrôle des organisations étudiantes, rétablissement des examens d'entrée, attaques contre l'autonomie des universités, et à censurer et contrôler toute activité culturelle, intellectuelle ou d'information.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le capital étranger ait examiné « avec intérêt les possibilités offertes par l'économie argentine », d'autant plus que Perón fait adopter ce que le gouvernement Onganía n'avait pu introduire: la garantie de l'Etat accordée aux entreprises étrangères pour tous leurs investissements.

L'application d'un ensemble de lois aussi impressionnant, dirigé contre la classe ouvrière et ses intérêts les plus vitaux, ne peut être envisagée par le gouvernement de Perón qu'en se donnant les moyens répressifs adéquats. C'est à cela que répond la réforme du Code pénal, aux termes de laquelle sont introduits le délit « d'association illicite », le renforcement de l'appareil répressif, la création d'un conseil national de sécurité avec de larges pouvoirs, la désignation d'hommes liés aux « gorilles » à la tête d'organismes de sécurité.

Mais si développés que soient l'appareil répressif de l'Etat et les dispositions légales qui le soutiennent, c'est en dernière analyse l'état exact des rapports de force entre les classes qui décide de leur efficacité ou non. Or la classe ouvrière argentine reste en ascension. Dans ces conditions, l'appareil répressif ne peut être utilisé « à plein » et le seul recours de la bourgeoisie est de porter des coups aux masses par la voie de la constitution

de groupes para-policiers, notamment l'AAA (Alliance anticommuniste argentine), créée avec l'assentiment de Perón en 1974 et qui va pratiquer à une échelle croissante l'assassinat de militants ouvriers.

Le heurt progressif entre Perón et les masses

Au cours des premiers mois qui suivent l'accession de Perón au pouvoir, la classe ouvrière se trouve momentanément désarçonnée face à cet ensemble de mesures dirigées frontalement contre elle. La question est entièrement politique: l'impossibilité où les secteurs d'avant-garde se sont trouvés de se rassembler et de se centraliser, même sur le terrain électoral, autour d'un candidat indépendant, réalisant un embryon de front unique ouvrier contre le front uni de la bourgeoisie qui s'est formé derrière Perón, a indiscutablement pesé sur toute la classe ouvrière.

Celle-ci réengage néanmoins assez vite le combat, en dépit des innombrables obstacles qui sont dressés sur sa voie: attentats et assassinats de la part des hommes de main de la CGT, « intervention » contre des syndicats qui ont réussi à échapper à la CGT, mais surtout obstacles politiques de la gauche péroniste et du PC, qui font tout pour obscurcir sa conscience que les véritables ennemis sont Perón et le péronisme. L'existence du pacte social, qui se traduit pour l'ensemble des travailleurs par une baisse notable des salaires, constitue un élément qui tend obligatoirement à centraliser les luttes contre l'Etat, mais il y a encore à cette étape une disparité au sein du mouvement ouvrier dans le degré de conscience d'où se situent les véritables problèmes. C'est à Córdoba, où les traditions de lutte du prolétariat font que l'emprise de la bureaucratie est moins forte qu'ailleurs et où la Jeunesse péroniste a commencé à connaître un recul face aux courants de lutte de classe, que commencent des combats qui mettent en cause le pacte social. La brutalité avec laquelle Perón réagit — pendant 48 heures des centaines de « matones », hommes de main des bureaucrates, et de policiers en « état d'insubordination » armés jusqu'aux dents

poursuivent et arrêtent des centaines de militants ouvriers — montre qu'avec la bourgeoisie il est parfaitement conscient que ce qui se dessine dans un secteur de la classe ouvrière peut constituer les prémices d'un combat d'ensemble contre le gouvernement, scellant le sort du péronisme.

L'opération montée à Córdoba ne règle rien du point de vue de la bourgeoisie et renforce au contraire l'initiative du prolétariat. A l'approche de la reconduction du pacte social, en avril, on assiste à un approfondissement et une extension des conflits, qui tendent à se centraliser contre celui-ci. Dans le cours de ces conflits, la question centrale devient de plus en plus celle de la constitution de l'instrument syndical nécessaire. Le mouvement décrit par Milcinda Peña, qui voit les luttes de la classe ouvrière et donc sa recherche des formes pour les mener s'opérer de plus en plus en marge de la CGT, se développe et s'élargit.

C'est dans ces conditions que Perón est conduit à se tourner de nouveau vers la Jeunesse péroniste avec laquelle il a pourtant rompu tout lien « officiel » depuis quelques mois.

Le rôle de la jeunesse péroniste

L'importance que prend la gauche péroniste résulte, nous l'avons vu, du fait qu'aucune organisation se réclamant de la classe ouvrière (le PC, l'organisation trotskyste la Verdad de Moreno) n'a combattu contre le péronisme sur la ligne du front unique anti-impérialiste sous direction de la classe ouvrière.

Pour situer les positions de la Jeunesse péroniste, il suffit de se reporter aux discours ou déclarations de ses dirigeants.

Sur la question du front anti-impérialiste, partant des aspirations anti-impérialistes des masses, Firmenich, dirigeant des Montoneros, explique dans un discours en août 1973:

« Le général Peron préconise une stratégie qui est celle du front anti-impérialiste... qui prend la forme d'une alliance de classes [représentée sur le plan politique par le parti péroniste, l'Union civique ra-

dicale, l'Alliance populaire révolutionnaire) « que la classe ouvrière ne conduit pas parce qu'elle n'est pas encore adéquatement organisée et représentée. » (22)

Autrement dit, la gauche péroniste explique à la classe ouvrière la nécessité, à cette étape, de se soumettre à la bourgeoisie. Il s'agit, explique Quieto, dirigeant des « Forces armées révolutionnaires », l'une des organisations armées de la gauche péroniste:

« Comme dans tout processus révolutionnaire, d'un problème d'étapes qui ne peuvent pas être sautées parce qu'elles répondent aux conditions objectives de chaque pays » (23).

Quant à Perón, quelle est sa place ?

A la question: « est-il possible pour vous que Perón fasse défection, qu'il puisse arriver à s'entendre avec le système? », les dirigeants montoneros répondent à la même époque critique que:

« La possibilité que le général Peron compose avec le système est absolument exclue. Sa trajectoire de lutte réalisée depuis 1943 a montré sa fidélité au peuple et l'a consacré comme leader de l'ample majorité des Argentins. » (24)

Comme complément de cette explication, les JP expliquent que les bureaucrates de la CGT et leurs matones, que la « droite » péroniste et Lopez Rega, ministre du bien-être social, sont étrangers au péronisme, que ce sont des « traîtres ou des infiltrés minoritaires » qui cherchent à « couper Perón de son peuple ». Pour faire disparaître cette bureaucratie, il n'existe qu'une méthode: accroître les effectifs des « vrais péronistes ».

Une fois Perón solidement en place, la Jeunesse péroniste et ses organisations armées reprendront de façon toujours plus intensive, aux côtés de l'ERP, leurs opérations terroristes: enlèvements d'in-

(22) Brochure des Montoneros, août 1973.

(23) Interview à *Marcha*, juin 1973.

(24) Interview à *Punto Final*, août 1973.

dustriels étrangers, assassinats de bureaucrates, etc., se situant totalement en marge des exigences réelles de la classe ouvrière à laquelle se pose la question très concrète de la constitution de groupes d'auto-défense, dans les usines et les quartiers ouvriers; combinant ces méthodes avec une politique de pression sur Perón et donc de maintien du péronisme, elles s'érigent en obstacles toujours plus dangereux à l'évolution politique de la classe ouvrière. Les positions importantes qu'elles occupent au sein de la classe ouvrière leur permettent aux moments critiques de freiner encore le mouvement du prolétariat vers une action indépendante.

En mars 1974, les dirigeants de la Jeunesse péroniste défendent formellement le mot d'ordre: « rompre le pacte social » que défend l'avant-garde de la classe ouvrière, montrant la formidable pression qu'exerce celle-ci. Mais tous leurs efforts pèsent dans le sens du maintien de la classe ouvrière sous l'emprise du nationalisme bourgeois à l'intérieur duquel ils revendiquent le 1^{er} mai, de façon spectaculaire, dans un jeu parfaitement combiné avec Perón, la place d'opposition officielle au péronisme pour en freiner la crise. Refusant toute manifestation indépendante du meeting officiel de Perón, ils colmatent les brèches qui se dessinent dans la classe ouvrière. La portée du jeu consistant pour Perón à les « insulter » dans son discours et pour eux à quitter avec éclat la manifestation se révèle en toute clarté quelques semaines plus tard.

À la veille de la reconduite solennelle du pacte social, alors que les grèves se multiplient dans les entreprises, Perón exige une démonstration d'appui à sa personne et à sa politique dans une dernière tentative pour reprendre la situation en main. Brandissant la menace de quitter le pays, Perón convoque le 12 juin une vaste manifestation de soutien en sa faveur, dans le cadre d'une grève « anti-impérialiste » appelée par la CGT. La Jeunesse péroniste, comme le PCA, s'alignent immédiatement et sont présents avec les travailleurs qui les suivent. Le lendemain de la manifestation, le dirigeant montonero Firmenich explique:

« Nous sommes d'accord avec le pacte social... il faut le rendre adéquat pour rectifier l'actuelle politique des revenus. »

Tandis que le PCA renchérit en affirmant:

« La classe ouvrière est disposée à faire tous les sacrifices si cela sert à consolider une politique globale vers la libération nationale. »

La manifestation du 12 juin et la signature de la reconduite du pacte social représentent le dernier succès politique de Perón, qui meurt un mois plus tard. Au lendemain de la manifestation du 12, des dizaines de conflits ouvriers sont déclarés illégaux et des décrets sont publiés augmentant les prix de tous les services publics.

La décomposition accélérée du bonapartisme

Avec la mort de Perón, c'est une bourgeoisie inquiète qui se rassemble — dans toutes ses fractions — autour de sa veuve, pour reconnaître en elle « la continuité du processus ouvert le 11 mars 1973 », et confirmer son accession à la présidence. Cette unanimité éphémère découle de la conscience qu'elle a de la fragilité de l'Etat bourgeois. La disparition de Perón signifie en effet la disparition de la clef de voûte du système bonapartiste. Perón mort, le parti péroniste n'est plus qu'une immense société du 10 décembre et Isabel Perón le chef de la clique que dirige Lopez Rega. La politique suivie par Isabel Perón ne diffère pas de celle de son mari: blocage des salaires et répression, mais dans des conditions où la désagrégation du régime laisse le champ libre à toutes les tendances centrifuges à l'intérieur de l'appareil d'Etat. L'activité de l'AAA se confond chaque jour plus avec celle de la police politique et apparaît comme la marque d'un régime en putréfaction.

En personnalisant la question du renouvellement du pacte social en mai-juin 1974 et en exigeant la manifestation du 12 juin, Perón avait déjà tendu, du fait même de son intervention directe, à souligner le caractère politique des combats menés par la classe ouvrière sur le terrain des salaires et de la législation anti-grève. La grève de la SMATA de Cordoba et la situation de grève générale dans cette ville vers la-

quelle cette grève a conduit à la fin juillet et en août 1974 devait marquer un pas de plus dans la voie conduisant vers la grève générale de juin-juillet 1976. Menée directement contre les hommes de confiance d'Isabelle Perón et Lopez Rega, la grève de Cordoba annonce déjà la mobilisation de la classe ouvrière contre le gouvernement bonapartiste en décomposition.

La crise du régime est nourrie d'autre part par l'approfondissement de la crise économique mondiale. Avec l'aggravation sérieuse de l'inflation, le pacte social, pilier de la politique péroniste, devient l'objet d'attaques, aussi bien de la bourgeoisie (qui obtient la démission de Gelbart) que de la classe ouvrière. En effet la bourgeoisie ne peut plus tolérer le contrôle des prix en échange du contrôle hypothétique d'une classe ouvrière qui n'a cessé de revendiquer des hausses de salaires et parfois de les obtenir, en dépit de toute la législation mise en place par Perón et renforcée par I. Perón pour dresser des obstacles à sa mobilisation. D'autre part la classe ouvrière, pour des raisons évidentes, continue à se battre contre un pacte qu'elle rend responsable de l'aggravation très sérieuse de ses conditions d'existence.

L'abandon du pacte social signifie le retour à la libre fixation du niveau des salaires en fonction des rapports de force entre les classes. Il signifie de façon immédiate l'ouverture de négociations paritaires préparatoires à la signature de nouvelles conventions collectives. Ce sont elles qui vont accélérer la crise politique. La classe ouvrière se saisit de la question des négociations paritaires comme d'un élément qui centralise son combat et lui permet de poser concrètement, serait-ce de façon embryonnaire, le problème de son organisation autonome. Partout s'engagent d'après luttes entre les travailleurs et la CGT, à propos de la question de l'envoi de délégués démocratiquement élus en vue des négociations.

Face à cette situation, le gouvernement adopte en septembre 1974 la loi de sécurité de l'Etat la plus rigoureuse de l'histoire argentine, qui — sous le couvert de la lutte antiguerrilla — prévoit des peines de prison pour ceux qui « refuseraient de se soumettre à l'arbitrage du ministère du Travail » et « inciteraient à ne pas se plier aux obligations qui en découlent ».

C'est à Villa Constitución que se fait la première application de ce texte, à la suite d'élections syndicales qui ont porté à la tête de l'union de la métallurgie une liste opposée à celle de la bureaucratie syndicale. L'armée investit la ville et la totalité des militants sont arrêtés. Les travailleurs répondent à l'arrestation de leurs délégués par une grève qui dure 60 jours. Elle sera finalement battue mais aura un très grand impact sur la classe ouvrière et tout le pays et constitue en fait le prélude direct à la grève générale de juin.

L'adoption par le gouvernement du plan dicté par le Fonds monétaire international, qui comporte une dévaluation de 60 % de la monnaie, des hausses de l'ensemble des tarifs des services publics de 100 à 150 % et la décision d'imposer un blocage des salaires au moyen de l'invalidation des conventions collectives prévoyant des hausses de salaires supérieures à 50 %, achève d'homogénéiser l'activité de l'ensemble des secteurs de la classe ouvrière. C'est dans ces conditions qu'éclate la grève générale qui se dirige, dans son mouvement, directement contre le gouvernement d'Isabel Perón.

La portée de la grève générale de juin 1974

La grève part de Rosario dans les derniers jours de mai et s'étend rapidement à toutes les villes d'Argentine (26). Son organisation repose presque exclusivement sur les commissions internes et les corps de délégués de chaque entreprise et sur les comités de coordination — les « coordinadoras » — qui s'établissent entre eux. *Politica Obrera* décrit ces organes de la manière suivante:

« Les « coordinations » inter-entreprises se sont développées sous la pression de la nécessité d'organiser le mouvement gréviste. En dépit de leur caractère minoritaire, elles sont parvenues à supplanter les syndicats à La Plata, Cordoba, Rosario, Santa Fe, chez les métallurgistes du sud de Buenos Aires

(26) Pour le récit de la grève, voir *Informations ouvrières* n° 733 du 9.1.1976.

et à la SMATA (automobiles). Les « *coordinadoras* » ne sont pas des soviets, ni des embryons de ceux-ci pour de multiples raisons : elles sont des blocs d'organisations d'entreprises, et elles ne constituent pas la représentation directe des travailleurs en lutte ; elles ne regroupent pas d'autres secteurs exploités ; elles n'intègrent pas les organisations politiques ; elles demeurent minoritaires. Cependant, elles sont une voie vers les soviets pour autant qu'elles se développent massivement à l'avenir. » (27)

Política Obrera apporte deux éléments de fait qui sont importants : à savoir qu'il s'agit de blocs d'organisations d'entreprises qui se sont donnés pour but, et y sont parvenus dans certains secteurs importants, de supplanter les syndicats. Cela signifie que la grève générale de juin a porté à son niveau le plus élevé la contradiction apparue au cours de tous les conflits depuis 1947 entre deux séries d'institutions incompatibles entre elles : les commissions internes, matérialisation des droits syndicaux arrachés par les travailleurs, base de leur force et cadre de leur expérience de lutte, et les syndicats, rouages de l'appareil de la CGT, c'est-à-dire d'une institution jouissant de pouvoirs para-étatiques d'intervention et de contrôle de ces commissions dans le cadre d'un système politique bonapartiste achevé. Política Obrera note que les « *coordinadoras* », dont elle souligne qu'elles n'ont pas le caractère de soviets, supplantent les syndicats là où elles le peuvent. S'il en est ainsi, c'est bien parce que l'appareil syndical ne leur paraît pas susceptible d'être mis au service des travailleurs, d'être réapproprié par eux.

Le caractère bourgeois de l'appareil syndical de la CGT se marque également par le fait qu'on n'assiste à aucune espèce d'éclatement de cet appareil sous la pression de la grève. Dans certains endroits, les bureaucrates plient devant la grève, mais sans se ranger du côté des travailleurs. Ils se font discrets mais ne se transforment à aucun moment en instruments de la grève.

Si la contradiction représentée par la

coexistence sous un même sigle d'organes de caractère si différent a pu éclater avec une force inégalée jusqu'alors, c'est que précédemment l'existence de Perón avait empêché que la contradiction ait libre cours et explose. A partir de la mort de Perón, la désagrégation accélérée du bonapartisme laissait au contraire les travailleurs seuls face à face avec l'appareil haï, totalement étranger à eux, sans la présence de Perón pour brouiller les cartes. La voie que la grève générale de 1974 a ouverte a été celle de la destruction de la CGT de 1950 et sa reconstruction sur de nouvelles bases, un nouveau programme, comme une organisation indépendante par rapport à l'Etat, sur les ruines de l'appareil bourgeois créé par Perón et qui doit disparaître pour que la classe ouvrière argentine aille de l'avant.

Dirigée dans son mouvement quasi naturel contre le gouvernement et l'Etat, la grève générale se heurte à l'obstacle que nous avons signalé dans l'introduction. L'inexistence de toute organisation propre de la classe ouvrière, politique ou syndicale, assurant son indépendance de classe face à l'Etat a interdit la centralisation politique réelle d'un mouvement qui avait la force d'abattre Isabel Perón, du fait de l'impossibilité qu'il y avait de pouvoir formuler un mot d'ordre transitoire de gouvernement sur la ligne du gouvernement ouvrier et paysan.

C'est cette réalité qui se trouve derrière l'observation de Política Obrera comme quoi :

« La rapidité avec laquelle la bureaucratie syndicale peut faire cesser ce mouvement de grève, après la validation des conventions et la promesse de la démission de Lopez Rega, n'a rien à voir avec une illusion des masses en une possible réalisation de leurs objectifs. Ce que ce fait démontre, c'est leur désorientation face à l'ampleur des tâches que la débâcle gouvernementale laisse à résoudre : s'organiser résolument pour une lutte pour le pouvoir. » (28)

L'issue au niveau du pouvoir étant bouchée, la grève générale reflue. Le gou-

vernement d'Isabel Perón est atteint à mort, mais ce n'est pas la classe ouvrière qui va pouvoir l'abattre.

CONCLUSION

Le coup d'Etat du 24 mars a donc mis fin à un gouvernement dont la classe ouvrière avait auparavant signé elle-même l'arrêt de mort. Les faiblesses politiques et les problèmes que la classe ouvrière doit résoudre dans la prochaine période se mesurent au fait qu'après avoir infligé au gouvernement d'Isabel Perón une sérieuse défaite, il lui a été impossible de se mobiliser contre ce gouvernement à partir d'une perspective de pouvoir propre, sur un mot d'ordre exprimant le combat pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Dire cela n'est qu'une autre façon d'affirmer qu'il est tout à fait faux politiquement de rapprocher, de quelque manière que ce soit, le coup d'Etat du 24 mars du coup d'Etat chilien du 11 septembre 1973. La présence d'une aile « pinochetiste » dans l'armée et dans la junte, si forte soit-elle, ne suffit pas à faire du coup d'Etat argentin un coup d'Etat du 11 septembre. Le coup d'Etat chilien avait été précédé et rendu possible par une défaite politique préalable des masses aux mains de la direction de leurs propres partis, dans des conditions où elles continuaient néanmoins à s'identifier au gouvernement Allende. En Argentine, c'est un processus tout autre qui a eu lieu.

Mais dire cela, c'est indiquer aussi quelles sont les tâches politiques centrales auxquelles les militants ouvriers sont confrontés en Argentine et auxquelles l'organisation Política Obrera doit répondre en premier dans la période ouverte immédiatement.

Ainsi que toute l'histoire de la lutte des classes des 30 dernières années l'indique, ce ne sont pas la combativité ou l'initiative face à la bourgeoisie qui ont fait défaut au prolétariat argentin, mais l'absence de tout parti occupant par ses liens historiques avec la classe ouvrière et par son programme la place de parti ouvrier, assurant au prolétariat son indépendance politique de classe face à la bourgeoisie et à l'Etat.

La trahison des organisations traditionnelles qui a ouvert la voie au péronisme et lui a permis de construire le parti péroniste, de détruire les syndicats et la CGT du congrès de 1936, ont détruit l'indépendance de classe du prolétariat sur le terrain politique comme sur le terrain syndical. C'est cette indépendance de classe qui doit être reconquise sur la base du combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant qui livre la bataille pleinement pour la reconquête également de l'indépendance de classe sur le terrain syndical.

La classe ouvrière argentine reprendra le chemin du combat contre la bourgeoisie et l'impérialisme. Nul ne peut en douter qui comprend les rapports de force entre les classes tels qu'ils sont établis depuis 30 ans et les conditions aussi qui ont présidé au coup d'Etat du 24 mars.

Mais il faut cette fois-ci que le mouvement des militants ouvriers vers leur indépendance organisationnelle et politique par rapport au nationalisme bourgeois ne soit plus entravé, comme il le fut en 1956-1957 et de nouveau en 1969-1970, par l'existence d'obstacles politiques sérieux lui interdisant de déboucher sur la construction du parti ouvrier indépendant.

Le bilan du nationalisme bourgeois doit être tiré à fond. Le contenu de classe et les conséquences de la politique de Perón doivent être analysés du point de vue du prolétariat sur toute la période allant de 1944 à 1974. Toutes les tentatives enfin qui peuvent être faites pour ramener la classe ouvrière vers le nationalisme bourgeois en crise devront être combattues en toute clarté.

Ce combat est un combat international autant qu'argentin. La question du péronisme et le bilan des politiques menées en Argentine se situent parmi les problèmes centraux qui doivent être réglés dans le cours du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Les orientations suivies en Argentine n'ont jamais été que l'expression dans le cadre argentin de l'ensemble des problèmes nés de la crise de la IV^e Internationale et de l'activité liquidatrice du pablisme. L'orientation du PRT-ERP n'a été que l'aboutissement achevé, ainsi que le SWP l'a montré, de l'orientation petite-bourgeoise ouvertement pro-castriste et philo-

(27) Revista Política Obrera, n° 1 (seconde époque), janv.-fév. 1976, p. 45.

(28) Document préparatoire au congrès de 1975.

stalinienne défendue par la majorité du SU en Amérique latine. Le bilan du terrorisme gauchiste, et ensuite celui des politiques d'adaptation au péronisme, doit être poursuivi et conduit à son terme, en liaison avec le bilan du péronisme lui-même.

C'est à cette condition seulement que le péronisme sera bien mort, et les bases politiques et organisationnelles jetées

pour que la classe ouvrière argentine puisse enfin *se constituer en parti, et par là-même en classe*, et prendre la tête des masses nationales opprimées dans le combat pour abattre l'impérialisme et la bourgeoisie argentine.

Etienne LAURENT,
Catherine TAVERNIER.

10 septembre 1976.

L'idéalisme de Gramsci

par César CORTE

2e partie : Gramsci révisé le marxisme

La révolution prolétarienne : révolution culturelle

Il y a continuité politique dans la pensée de Gramsci depuis 1916-1917 jusqu'aux derniers écrits des *Cahiers de prison*, en passant par le Congrès de Lyon et l'article de 1926 inachevé sur la question méridionale. La défaite du prolétariat européen viendront renforcer l'idéalisme de Gramsci et l'amèneront à une révision du marxisme sur les questions de stratégie et de tactique d'abord, sur les problèmes du matérialisme dialectique ensuite, à travers l'élaboration de la « philosophie de la praxis ».

Le fond de l'affaire, c'est que partant du constat du recul de la révolution mondiale, de ses échecs, et ce, comme nous l'avons vu, en relation avec la politique de l'Internationale communiste, Gramsci en vient à remettre en cause l'unité mondiale de la lutte des classes, la définition de la révolution russe comme premier maillon de la chaîne de la révolution prolétarienne mondiale et, « idéologisant » la

Russie et la révolution d'Octobre, il en vient à proposer une stratégie pour l'Europe occidentale qui serait fondamentalement différente de ce qui s'est passé en Russie. Ainsi propose-t-il une « interprétation » de la révolution russe qui transforme celle-ci en phénomène particulier ayant vaincu à cause de conditions spécifiquement russes, etc.

Il y a, de ce point de vue, continuité entre l'affirmation de 1917 selon laquelle le peuple russe avait en pensée, et au travers de la pensée de Lénine, sauté les étapes et établi pour cela sa dictature, et l'analyse qu'il en fait plus tard, selon laquelle, en Russie, la révolution a réussi par une politique offensive — guerre de mouvement, écrit-il —, parce que, dans ce pays, les masses exploitées, le prolétariat, la paysannerie, se trouvaient en contact direct avec l'appareil répressif et coercitif de l'Etat, et qu'une fois détruit l'Etat, la société bourgeoise n'existait plus. La différence, expliquera-t-il, est énorme avec l'Occident. Là, la politique offensive a échoué, il faut y substituer une guerre de positions, défensive, car en Occident, entre les masses et l'appareil d'Etat, il y a toute l'idéologie bourgeoise qui masque les